



Achats publics avant commercialisation (PCP)

BroadWay

Activités d'innovation visant à rendre possible un système mobile à large bande interopérable paneuropéen pour les PPDR

DOCUMENT D'APPEL D'OFFRES 3 :

ACCORD-CADRE PCP

(L'« Accord-cadre »)

Version datée du 15 Février 2019

SOUSSION À LA CE EN TANT QUE D2.2

Le présent Accord-cadre, désigné en tant que Document d'appel d'offres 3, doit être lu conjointement à d'autres documents liés aux présents Achats publics avant commercialisation (PCP), dont voici la liste :

Document d'appel d'offres 1 : Appel d'offres (DAO 1)

Document d'appel d'offres 2 : Challenge des PCP (DAO 2)

Document d'appel d'offres 4 : Contrat spécifique pour la phase 1 (DAO 4)

Tous les documents peuvent être téléchargés depuis le site web de BroadWay broadway-info.eu

ABANDON DE RECOURS : Les Adjudicataires doivent savoir que l'Accord-cadre sera signé dans sa version anglaise. Par la soumission de leur Offre, les Adjudicataires acceptent ce fait.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	
PRÉAMBULE	5
DÉFINITIONS.....	7
PIÈCE A - ACCORD-CADRE GÉNÉRAL	10
DOCUMENT B : CONDITIONS GÉNÉRALES	13
1 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE	13
2 COMPTABILITÉ ET PAIEMENT.....	15
3. ÉVALUATION DE L'EXÉCUTION DES PHASES ET ATTRIBUTION DE LA PHASE SUIVANTE.....	17
3.1. ÉVALUATION DE LA PHASE 1 ET ATTRIBUTION DU CONTRAT POUR LA PHASE 2	17
3.2 ÉVALUATION DE LA PHASE 2 ET ATTRIBUTION DU CONTRAT POUR LA PHASE 3	18
3.3 DISPOSITIONS APPLICABLES À PLUSIEURS PHASES.....	18
4 PERSONNEL CLÉ.....	20
5 GARANTIES ET SÛRETÉS.....	20
6 RESPONSABILITÉ	21
7 DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	22
7.1 Propriété : généralités.....	22
7.2 Propriété des connaissances préexistantes et des Résultats.....	22
7.3 Notification et Protection des Résultats	23
7.4 Droits d'accès	24
7.5 Exploitation commerciale des Résultats	25
8 CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES.....	26
8.1 Protection des données par l'Adjudicataire.....	26
8.2 Confidentialité / Secrets de fabrication.....	26
9 FORCE MAJEURE	27
10 RÉSILIATION	28
11 CONSÉQUENCES DE LA RÉSILIATION.....	29
12 MONITORING ET REPORTING	29
13 SOUS-TRAITANCE	30
13.1 Sous-traitance générale	30
13.2 Sous-traitance pour les objectifs spécifiques du PCP.....	30
14 CESSIION	30
15 GLOBALITÉ DE L'ACCORD.....	30
16 DISSOCIABILITÉ	31
17 ABANDON	31
18 OBLIGATIONS ÉMANANT DE L'UE.....	31

19	LOCALISATION DES SERVICES ET EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ.....	33
20	CONFLITS D'INTÉRÊTS	33
21	ÉTHIQUE ET INTEGRITÉ DE LA RECHERCHE	33
22	OBLIGATIONS DE FOURNIR DES INFORMATIONS ET DE TENIR DES REGISTRES.....	34
23	CONTRÔLES, VÉRIFICATIONS, AUDITS ET ENQUÊTES DE L'UE	35
24	ÉVALUATION D'IMPACT DE L'UE.....	35
25	AMENDEMENTS DE L'ACCORD-CADRE ET DES CONTRATS SPÉCIFIQUES.....	35
26	PUBLICATION	35
27	ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE, SURVIE DE CLAUSES.....	36
28	DROIT APPLICABLE ET RÉOLUTION DES LITIGES.....	36
29	COORDINATION ET NOTIFICATIONS	36

Le présent Accord-cadre (l'« Accord-cadre ») est conclu le [insérer la date] [mois] [année] entre :

(1) D'une part,

A.S.T.R.I.D. SA, société anonyme de droit public belge ayant son siège social Boulevard du Régent 54, 1000 Bruxelles, Belgique, enregistrée à la Banque-Carrefour des entreprises de Belgique sous le numéro 0263.893.151,

(l'« Acheteur principal »),

agissant en son nom propre et pour le compte des entités répertoriées à la section B du préambule ci-dessous,

et,

(2) D'autre part,

[Dénomination sociale de l'adjudicataire], ayant siège social à [adresse]

(L'« Adjudicataire »)

DANS LE CAS D'UN CONSORTIUM : agissant au nom et pour le compte des autres membres d'un groupe de soumissionnaires :

1. [Insérer les coordonnées des membres du groupe de soumissionnaires]
2. etc.

Les membres du groupe de soumissionnaires seront conjointement et solidairement responsables à l'égard de l'Acheteur principal, du Groupe d'acheteurs et de chaque Membre individuel du GA pour l'exécution du présent Accord-cadre et des Contrats spécifiques.

(dénommés ensemble l'Adjudicataire »)

L'Acheteur principal et l'Adjudicataire étant dénommés ensemble « les Parties » et individuellement une « Partie ».

PRÉAMBULE

- A. Le présent Accord-cadre est conclu dans le but de définir les droits et obligations des Parties dans le contexte de l'achat public avant commercialisation pour la fourniture par l'Adjudicataire de services de R&D visant à développer des technologies permettant la mise en place d'un système mobile à large bande interopérable paneuropéen de protection du public et d'aide aux sinistrés (« PPDR »).
- B. L'Acheteur principal intervient en vertu d'une procuration accordée à cette fin par l'Accord de groupe d'acheteurs daté du 26 mars 2018, en son nom propre et pour le compte des autres membres du Groupe d'acheteurs en vertu d'un Accord de consortium pour le projet « Broadway » du 26 mars 2018. À la date du présent Accord-cadre, les membres du Groupe d'acheteurs, collectivement dénommés le « Groupe d'acheteurs » et chacun séparément un « Membre du GA », sont les suivants :
1. A.S.T.R.I.D. SA, ayant son siège social Boulevard du Régent 54, 1000 Bruxelles, Belgique,
 2. Narodni agentura pro komunikacni a informacni technologie (CZNAK), ayant son siège social Kodanska 1441/46, 101 00 Praha 10 – Vrsovice, République tchèque,
 3. Riigi Infokommunikatsiooni Sihtasutus (EERIKS), ayant son siège social Ädala 29, 10614 Tallinn, Estonie,
 4. Ministerio del Interior (ESMIR), ayant son siège social Calle Amador de los Rios 7, 28071, Madrid, Espagne,
 5. Suomen Virveverkko Oy (FIVIR), ayant son siège social Tekniikantie 4 B, 02151 Espoo, Finlande,
 6. Ministère de l'Intérieur (FRMOI), ayant son siège social Place Beauveau, 75800, Paris, France,
 7. Kentro Meleton Asfaleias (GRMOI), ayant son siège social P Kanellopoulou 4 ST, 10177, Athènes, Grèce,
 8. An Garda Síochána (IEAGS), ayant son siège social Garda Headquarters, Phoenix Park, Dublin 8, Irlande,
 9. Ministerio dell'Interno (ITMOI), ayant son siège social Piazza del Viminale 1, 00184 Rome, Italie,
 10. Politie Nederland (NLPOL), ayant son siège social Nieuwe Uitleg 1, 2595 CC La Haye, Pays-Bas, et
 11. Serviciul de Telecomunicatii Speciale (ROSTS), ayant son siège social Splaiul Independentei 323 A Sector 6, 060044 Bucarest, Roumanie,
- C. Par l'Appel d'offres intitulé « **BroadWay - Activité d'innovation pour mettre au point des technologies permettant la mise en place d'un système mobile à large bande interopérable paneuropéen pour le PPDR** » (le « Projet »), annoncé par un Avis de marché dans le Supplément au Journal officiel de l'Union européenne, Numéro d'avis JOUE du date (le « RFT »), l'Acheteur principal a sollicité, en son nom propre et pour le compte du Groupe d'acheteurs, les offres d'opérateurs économiques (« Adjudicataires ») pour la fourniture des activités de R&D décrites dans TD1 – Appel d'offres et TD 2- PCP Challenge, dénommés collectivement les « Services de R&D ». Les références au RFT incluront toutes les clarifications émises par l'Acheteur principal au moyen de la messagerie sur (les « clarifications RFT »). Par les présentes, le RFT (y compris les Clarifications RFT) est intégré au présent Accord-cadre par référence.
- D. L'Adjudicataire a soumis une réponse au RFT le [...] (la « Soumission »). Les références à la Soumission incluront toutes les clarifications émises par l'Adjudicataire à l'Acheteur principal entre [...] et [...] (les

Accord-cadre TD3 BroadWay PCP

« Clarifications de la soumission »). Par les présentes, la Soumission (y compris la Clarification de la soumission) est intégrée au présent Accord-cadre par référence.

- E. L'Accord-cadre a été confié à l'Adjudicataire à la suite de l'évaluation de sa Soumission conformément au RFT.

DÉFINITIONS

« **Entité affiliée** » - signifie (i) les Parties et/ou toute personne morale directement ou indirectement contrôlée par une Partie ou directement ou indirectement contrôlée par la même entité que la Partie, contrôle qui peut revêtir les formes suivantes :

- (a) la détention directe ou indirecte de plus de 50 % de la valeur nominale du capital social émis de la personne morale concernée ou d'une majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de ladite personne morale ;
- (b) la détention directe ou indirecte, de facto ou juridiquement, des pouvoirs de décision de la personne morale concernée.

« **Droit applicable** » - toutes les règles et réglementations, ainsi que les « Exigences spécifiques à la passation de marchés à visée innovante (PCP/PPI) financées par l'Accord de subvention Horizon 2020 » (ci-après les « Exigences spécifiques PCP »)¹ pertinents pour l'exécution de l'Accord-cadre et l'ensemble des lois, traités, règles, réglementations et ordonnances de toute autorité locale, nationale ou autre compétente pour l'Adjudicataire.

« **Critères d'attribution** », les critères utilisés pour identifier l'offre la plus avantageuse, tels que détaillés dans le RFT.

« **Connaissances préexistantes** », tout savoir-faire, toute donnée, information ou technologie —peu importe sa forme ou sa nature (tangible ou intangible), y compris tous les droits attachés tels que les Droits de propriété intellectuelle et les Secrets de fabrication, relatifs à un tel savoir-faire, une telle donnée, information ou technologie, qui est possédé, développé ou contrôlé par n'importe quelle Partie à la date de signature de l'Accord-cadre ou qui sera, à tout moment au cours des PCP, possédé, développé ou contrôlé autrement qu'en tant que résultat des PCP ou dans le cadre de cet Accord, qui est identifiée par les Parties impliquées dans les PCP comme une connaissance préexistante et qui est nécessaire pour mettre les PCP en œuvre ou exploiter leurs Résultats.

« **Contrôle** » a la signification qui lui est donnée aux articles 5 à 9 du Code belge des sociétés.

« **Mise en concurrence réduite** », la procédure organisée par l'Acheteur principal pour désigner le ou les Adjudicataires sélectionnés, qui participeront à la Phase suivante du Projet en vertu de l'Accord-cadre.

« **Date d'entrée en vigueur** », la date de signature et d'exécution de l'Accord-cadre et du Contrat spécifique.

« **Données** », toutes les Secrets de fabrication, qu'ils soient sous forme orale ou écrite (y compris électronique), créées par l'Acheteur principal (pour le compte du Groupe d'acheteurs) ou émanant de lui d'une manière ou d'une autre et toutes les informations produites par n'importe quel traitement informatique ou autre manipulation électronique de toutes les informations créées par l'Acheteur principal ou émanant de lui d'une manière ou d'une autre et fournies en vertu du présent Accord-cadre ; elles incluent les données à caractère personnel relevant des Lois relatives à la protection des données.

« **Lois relatives à la protection des données** », toutes les lois, réglementations et directives nationales et européennes de protection des données applicables, y compris mais sans s'y limiter le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE (le « Règlement général sur la protection des données »), ainsi que les directives et codes de conduite émis par une autorité de contrôle nationale.

« **Rapport de fin de phase** », un rapport écrit qui doit être soumis par l'Adjudicataire, auquel un ordre d'exécution a été donné pour cette Phase particulière, à l'Acheteur principal après la fin de chaque Phase du Projet, contenant toutes les informations requises dans le formulaire du Rapport de fin de phase.

« **Fin du PCP** », le moment où l'Acheteur principal émet les résultats des Rapports de fin de phase de la Phase 3.

« **Conditions équitables et raisonnables** », des conditions appropriées, y compris d'éventuelles conditions financières ou conditions libres de droits, tenant compte des circonstances particulières de la demande d'accès, y compris en particulier la valeur réelle ou potentielle des Résultats ou des Connaissances préexistantes auxquels l'accès est demandé et/ou l'ampleur, la durée ou d'autres caractéristiques de l'exploitation envisagée.

« **Accord de subvention** », accord, Numéro 786912 - BroadWay, qui régit les conditions générales de la relation entre l'Union européenne, représentée par la Commission européenne, et un consortium composé entre autres du Groupe d'acheteurs pour l'action intitulée « Activités d'innovation visant à rendre possible un système mobile à large bande interoperable paneuropéen pour les PPDR, validées par des installations d'essai pérennes - BroadWay » (« action »).

« **Droits de propriété intellectuelle** », tous les droits de brevet (y compris, mais sans s'y limiter, des brevets divisionnaires, extensions, brevets de perfectionnement, certificats de protection supplémentaires), inventions (brevetables ou pas, recevables à l'enregistrement ou pas), marques de commerce, droits d'auteur (y compris des droits moraux), droits de topographie, droits de conception, droits vis-à-vis de logiciels et bases de données (y compris le droit d'empêcher l'extraction ou la réutilisation d'informations d'une base de données), noms commerciaux ou d'entreprise, noms de domaine, qu'ils soient déposés ou recevables à l'enregistrement ou pas, y compris les demandes d'enregistrement, de renouvellement ou d'extension de l'un d'entre eux, ainsi que tout autre droit ou toute autre forme de protection de nature similaire, ayant un effet équivalent ou similaire à l'un d'entre eux, susceptible d'exister actuellement ou dans le futur n'importe où dans le monde, de même que les licences ou droits contractuels sur l'un quelconque des droits susmentionnés.

« **Offre** », la proposition de l'Adjudicataire pour la Phase suivante.

« **PCP** », les Achats publics avant commercialisation, qui sont les achats de services de R&D impliquant un partage des risques et des bénéfices à des conditions de marché et un développement concurrentiel par phases, les services de R&D obtenus à l'occasion du déploiement des produits finis à l'échelle commerciale étant clairement dissociés.

« **Phase** », une partie individuelle et distincte du Projet, la Phase 1 comprenant l'étude de faisabilité (« Phase 1 »), la Phase 2 le prototypage (« Phase 2 ») et la Phase 3 le développement original d'un volume limité de Services de R&D sous la forme d'une série de tests (« Phase 3 »).

« **Prix** », le prix total (hors TVA) convenu entre les Parties pour chaque Phase du Projet, à payer par l'Acheteur principal à l'Adjudicataire pour chacune de ces Phases, conformément aux conditions générales de l'Accord-cadre.

« **Résultats** », toute donnée, connaissance, information ou technologie, peu importe sa forme ou sa nature (tangible ou intangible), qu'elle puisse être protégée ou pas, y compris tous les droits attachés comme les Droits de propriété intellectuelle et les Secrets de fabrication relatifs aux données, savoir-faire, informations ou technologies générés dans le cadre des PCP.

« **Contrat spécifique** », contrat spécifique pour chaque Phase des Services de R&D en vertu de l'Accord-cadre, à conclure entre l'Acheteur principal et l'Adjudicataire en plus de l'Accord-cadre.

« **Contrat de sous-traitance** », tout contrat ou accord entre l'Adjudicataire et une Tierce partie où cette Tierce partie (le « Sous-traitant ») accepte de fournir des services à l'Adjudicataire afin de l'aider à ou de lui permettre de fournir les Services de R&D ou une quelconque partie de ceux-ci à l'Acheteur principal (au nom du Groupe d'acheteurs).

« **Offre** », l'offre formelle et commerciale soumise par le Soumissionnaire pour l'Accord-cadre, pour les Phases 1, 2 et 3, ainsi que les documents et/ou informations soumis par l'Adjudicataire sur la base des Documents d'appel

d'offres. Lorsqu'il est utilisé pour mentionner une offre de la Phase 1, 2 ou 3, ce terme a la même signification que le terme « Offre ».

« **Tierce partie** », toute personne physique et morale qui n'est pas une Partie.

« **Secrets de fabrication** », toute information qui (i) est secrète dans le sens où elle n'est pas, en tant qu'ensemble ou dans la configuration précise et l'assemblage de ses composants, généralement connue parmi les personnes des cercles traitant normalement le type d'information en question ou accessible à ces personnes, (b) a une valeur commerciale de par son statut secret et (c) a fait l'objet de démarches raisonnables dans les circonstances, par la personne qui contrôle légalement l'information, afin de la garder secrète, mais à l'exclusion des informations dont l'acquisition, l'utilisation ou la divulgation est réputée être légale conformément à l'article 3 de la Directive (UE) 2016/943 du 8 juin 2016 (secrets de fabrication).

« **CVT** » ou « **Comité de validation technique** », l'organe général de coordination et de représentation du Groupe d'acheteurs, qui fournira la base de compétences techniques pour la prise de décisions quant aux achats.

PIÈCE A - ACCORD-CADRE GÉNÉRAL

PAR LES PRÉSENTES, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. L'Accord-cadre est composé des documents suivants, en cas de divergence entre l'Accord-cadre et/ou un Contrat spécifique, d'une part, et les documents d'appel d'offres d'autre part, les documents auront la préséance dans l'ordre suivant :
 - i. TD1- RFT et TD2- PCP Challenge ;
 - ii. Accord-cadre et autres documents d'appel d'offres ;
 - iii. Contrat spécifique ;
 - iv. Offre de l'Adjudicataire.
2. Le présent Accord-cadre est conclu dans le but de définir les droits et obligations des Parties, mais aussi, les Conditions générales du Contrat-cadre (les « Conditions générales ») dans le contexte de l'achat public avant commercialisation pour la fourniture par l'Adjudicataire de Services de R&D.
3. L'Adjudicataire convient de fournir des Services de R&D à l'Acheteur principal tels que décrits dans l'offre de l'Adjudicataire à l'Acheteur principal, conformément au présent Contrat-cadre, couvrant les Phases PCP 1 à 3 :

Phase 1 : Ébauche de solution

Phase 2 : Prototype de solution

Phase 3 : Pilote
4. Conformément aux conditions générales du présent Accord-cadre, l'Acheteur principal accepte de payer à l'Adjudicataire le montant stipulé à la clause 2. Les prix s'entendent hors TVA qui sera due au taux applicable à la date de la facturation de la TVA.
5. Aux fins du présent Contrat-cadre, la personne de contact de l'Acheteur principal est Luc Dermine chez A.S.T.R.I.D. SA, Boulevard du Régent 54, 1000 Bruxelles, Belgique ; la personne de contact de l'Adjudicataire est (insérer le nom de la personne de contact) de (insérer l'adresse de la personne de contact de l'Adjudicataire).
6. Le présent Contrat-cadre prendra effet à la date du présent Contrat (« la Date d'entrée en vigueur ») et il continuera de sortir ses effets jusqu'à la fin de la dernière Phase attribuée à l'Adjudicataire), sauf s'il est résilié d'une autre manière, conformément aux dispositions du présent Contrat-cadre ou s'il est résilié légalement ou prorogé légalement d'une autre façon convenue entre les Parties (« la Période du Projet »).
7. Après la Date d'entrée en vigueur du Contrat-cadre et d'un Contrat spécifique pour la Phase 1, l'Adjudicataire fournira les Services de R&D s'y rapportant et il reconnaît que l'Acheteur principal prend simultanément des accords similaires avec d'autres soumissionnaires.
8. La fourniture des Services de R&D par l'Adjudicataire en vertu des Phases ultérieures est soumise à l'attribution par l'Acheteur principal, pour lesdites Phases, d'un Contrat spécifique tel que défini ci-après.
9. L'Acheteur principal exigera de l'Adjudicataire auquel il a décidé d'attribuer un Contrat spécifique pour les Phases 2 et 3 qu'il fournisse des preuves à jour concernant les sections 5.1-5.4 du RFT. Si l'Adjudicataire n'est pas en mesure de fournir des preuves à jour, l'Acheteur principal peut proposer le Contrat spécifique au Soumissionnaire suivant le mieux classé.
10. L'Acheteur principal se réserve le droit d'étendre la Période du Projet d'une ou de plusieurs périodes pouvant aller jusqu'à (insérer un nombre), lesdites extensions étant autorisées moyennant le respect de ses obligations légales et des termes de l'accord de subvention (l'« Accord de subvention »).

11. Sauf spécification contraire dans le présent Accord-cadre, un terme défini utilisé dans le présent Accord-cadre a la même signification que celle qui lui est donnée dans l'appel d'offres TD 1 et TD 2- PCP Challenge.
12. Les Parties reconnaissent expressément que le GA dans son ensemble et les Membres du GA individuellement, disposent de certains droits sur les Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication et sur les Résultats en qualité de tierce partie bénéficiaire, conformément aux Conditions générales ci-dessous.
13. Les titres sont insérés à des fins pratiques et pour référence uniquement, ils n'affectent en aucune façon la construction du présent Contrat-cadre.
14. Sauf si le contexte exige une autre interprétation, les termes au singulier peuvent inclure le pluriel et vice-versa.
15. Sauf indication contraire explicite, les références à un statut, acte normatif, une ordonnance, réglementation ou un autre instrument législatif doit être interprété comme une référence à ces statut, acte normatif, ordonnance, réglementation ou autre instrument législatif tel qu'amendé.
16. Si une ambiguïté ou des questions concernant l'intention ou l'interprétation voient le jour en relation avec le présent Contrat-cadre, ce dernier sera interprété comme étant rédigé conjointement par les Parties et aucune présomption ou charge de la preuve ne pourra naître en faveur ou au détriment d'une Partie en vertu du statut d'auteur de l'une des dispositions du présent Contrat-cadre.

Accord-cadre TD3 BroadWay PCP

Conformément à ce qui précède, tout amendement de l’Accord-cadre entrera en vigueur uniquement au moment de la signature par le(s) représentant(s) autorisé de chaque Partie.

Signé en [redacted] exemplaires originaux [un pour chaque Partie] le [redacted]

SIGNÉ pour et au nom du Groupe d’acheteurs	SIGNÉ pour et au nom de l’Adjudicataire
<hr/>	<hr/>
(Étant un agent autorisé de l’Acheteur principal	
Date :	Date :

DOCUMENT B : CONDITIONS GÉNÉRALES

1 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

- 1.1 L'Adjudicataire sera réputé s'être assuré de l'exactitude et de la suffisance de l'Accord-cadre et l'avoir conclu en parfaite connaissance et compréhension du Projet. L'Accord-cadre, en ce compris les Contrats spécifiques, couvriront toutes les matières nécessaires à la fourniture des Services de R&D.
- 1.2 L'Adjudicataire s'engage à agir avec le soin qui s'impose, avec compétence et diligence lors de la fourniture des Services de R&D et, de manière générale, lors de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu du présent Contrat-cadre, du TD1- RFT et TD2- PCP Challenge, des Contrats spécifiques et lors de la nomination, du monitoring, de la rétention et de l'allocation de ressources suffisantes pour lui permettre de respecter les obligations qui lui incombent en vertu du Contrat-cadre. L'Adjudicataire exigera de ses agents et Sous-traitants qu'ils agissent avec le soin qui s'impose, avec compétence et diligence lors de la fourniture des Services de R&D et, de manière générale, lors de l'exécution des obligations imposées par l'Adjudicataire à ses agents et Sous-traitants en vertu du présent Contrat-cadre.
- 1.3 En contrepartie du paiement du Prix et conformément à la clause 2, l'Adjudicataire :
 - 1.3.1 fournira les Services de R&D dans le cadre du Projet, qui est divisé en trois Phases :

Phase 1 - Ébauche de solution : Un maximum de 5 Adjudicataires sélectionnés pour la Phase 1 seront en droit de soumettre une ébauche de solution finale novatrice, pour laquelle chaque Adjudicataire se verra attribuer un paiement maximum de 73 687,99 EUR (hors TVA). Cette Phase durera environ 6 mois calendrier et elle sera régie par le TD 1- RFT, le TD 2- PCP Challenge, la Soumission et par deux documents contractuels supplémentaires que les Adjudicataires devront signer au moment de l'attribution de la Phase 1 : le présent Contrat-cadre ainsi que les dispositions relatives aux autres Phases et un Contrat spécifique régissant la Phase 1. La fourniture des Services de R&D par l'Adjudicataire en vertu des Phases ultérieures est soumise à l'attribution pour lesdites Phases, par l'Acheteur principal, d'un Contrat spécifique tel que défini immédiatement ci-après.

Phase 2 - Prototype de solution : Au terme de la Phase 1, l'Acheteur principal lancera une mise en concurrence réduite aux Adjudicataires ayant achevé la Phase 1 avec succès, en vue de l'exécution de la Phase 2, après quoi les Adjudicataires sélectionnés présenteront une Proposition pour la Phase 2. Un maximum de 3 Soumissionnaires sélectionnés pour la Phase 2 auront le droit de développer, d'installer, de tester techniquement et de valider des prototypes TRL7 basés sur les ébauches de solution finale innovantes sélectionnées en fin de Phase 1, chaque Adjudicataire recevra pour ce faire un paiement maximum indicatif de 1 407 921,73 EUR (hors TVA), pouvant être augmenté s'il reste du budget de la Phase 1 et/ou réduit en fonction du régime global de TVA applicable au projet global couvert par l'Accord de subvention N° 786912 – Broadway. Cette Phase durera environ 12 mois calendrier et elle est régie par TD 1- RFT, TD 2– PCP Challenge et par l'Accord-cadre signé par les Adjudicataires au moment de l'attribution de la Phase 1 et par un Contrat spécifique régissant la Phase 2, devant être signé par les Adjudicataires au moment de l'attribution de la Phase 2. Si l'Adjudicataire n'est pas sélectionné pour la Phase 2, le présent Accord-cadre cessera de produire effet, sans préjudice des clauses qui lui survivent, à la date de l'annonce par l'Acheteur principal de la décision de non-attribution de la Phase 2.

Phase 3 : Pilote : Au terme de la Phase 2, l'Acheteur principal lancera une mise en concurrence réduite aux Adjudicataires ayant achevé la Phase 2 avec succès, en vue de l'exécution de la Phase 3, après quoi les Adjudicataires sélectionnés présenteront une Proposition pour la Phase 3. Un maximum de 2 Adjudicataires sélectionnés pour la Phase 3 auront le droit d'étendre les prototypes

de la Phase 2 pour en faire des projets pilotes TRL8 comprenant un test et une validation techniques ainsi que la disponibilité du projet pilote pour l'évaluation des praticiens, fondée sur les prototypes sélectionnés en fin de Phase 2, chaque Adjudicataire recevra pour ce faire un paiement maximum indicatif de 1 502 247,43 EUR (hors TVA), pouvant être augmenté s'il reste du budget de la Phase 2 et/ou réduit en fonction du régime global de TVA applicable au projet global couvert par l'Accord de subvention N° 786912 – Broadway. Cette Phase durera environ 11 mois calendrier et elle est régie par TD -1- RFT, TD 2– PCP Challenge et également par l'Accord-cadre signé par les Adjudicataires au moment de l'attribution de la Phase 1 et par un Contrat spécifique régissant la Phase 3, devant être signé par les Adjudicataires au moment de l'attribution de la Phase 3. Si l'Adjudicataire n'est pas sélectionné pour la Phase 3, le présent Accord-cadre cessera de produire effet, sans préjudice des clauses qui lui survivent, à la date de l'annonce par l'Acheteur principal de la décision de non-attribution de la Phase 3.

- 1.3.2 Coopérera avec l'Acheteur principal dans toutes les matières relatives au Projet et respectera et mettra en œuvre les politiques, directives et/ou protocoles de gouvernance du projet émis de temps à autre par l'Acheteur principal et notifiés par écrit à l'Adjudicataire.
- 1.3.3 Fournira les Services de R&D dans le respect des bonnes pratiques en usage dans l'industrie et respectera toutes les lois applicables, y compris, mais sans s'y limiter, toutes les obligations en matière de droit environnemental, social et du travail en vigueur à l'endroit où les Services de R&D sont fournis et imposées par la législation de l'UE et nationale, les conventions collectives et le droit international, environnemental, social et du travail. L'Adjudicataire sera responsable du respect de toutes les obligations réglementaires d'un employeur et, sans préjudice de la généralité de ce qui précède, il sera juridiquement seul responsable de l'emploi, de la rémunération, des taxes, des permis d'immigration et de travail de l'ensemble du personnel sélectionné aux fins de respecter le présent Contrat-cadre.
- 1.3.4 L'Adjudicataire est réputé être l'adjudicataire principal (l'« Adjudicataire principal ») en vertu du présent Contrat-cadre, il est entièrement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent Contrat-cadre et il assumera les devoirs, responsabilités et obligations associés à sa position d'adjudicataire principal. Par le présent Accord, en sa qualité d'Adjudicataire principal, l'Adjudicataire assume la responsabilité de ses Sous-traitants et il veillera à ce que ces derniers respectent à tous les égards les Termes pertinents du présent Accord-cadre, y compris, mais sans s'y limiter, la clause 1.3.3 ci-dessus, dans la mesure où il(s) est (sont) désigné(s) par l'Adjudicataire. Conformément aux clauses 13 et 14, l'Adjudicataire informera aussi rapidement que possible l'Acheteur principal de toute modification du nom, des coordonnées et des représentants légaux de ses Sous-traitants.
- 1.4 L'Adjudicataire nommera, moyennant accord préalable écrit de l'Acheteur principal ou remplacera, à la demande écrite de l'Acheteur principal, sans retard :
 - 1.4.1. l'Adjudicataire principal ; et
 - 1.4.2 le personnel clé (le « Personnel clé ») ou tout membre de l'équipe de l'Adjudicataire, par une personne disposant des compétences adéquates et qualifiées pour mener le Projet.
- 1.5 Sans préjudice de la clause 1.3 ci-dessus, lorsque l'Acheteur principal prend connaissance que l'un des motifs d'exclusion énoncés à la section 5.2 du TD1- RFT, s'applique à un Sous-traitant, l'Acheteur principal se réserve le droit d'exiger de l'Adjudicataire qu'il remplace immédiatement le Sous-traitant concerné et l'Adjudicataire s'engage à respecter cette exigence. L'Adjudicataire inclura dans tout contrat de Sous-traitance une clause par laquelle il se réserve le droit de résilier le contrat de Sous-traitance si l'un des motifs d'exclusion s'applique au Sous-traitant et par laquelle il exige que le Sous-traitant intègre à son tour une disposition ayant le même effet dans tout Contrat de sous-traitance qu'il pourrait accorder.

- 1.6 Pendant la durée du Contrat-cadre, l'Adjudicataire sera un Adjudicataire indépendant et pas l'employé de l'Acheteur principal. Aucune des Parties n'a le pouvoir d'engager l'autre. Rien dans le présent Accord-cadre ne peut être interprété comme la création d'un joint-venture, partenariat et/ou d'une fiduciaire ou autre relation entre les Parties à quelques fins que ce soit. Les dirigeants, employés ou agents de l'Adjudicataire ne sont pas et ne se feront pas passer pour (et ne seront pas considérés par l'Adjudicataire comme étant) des agents de l'Acheteur principal à quelques fins que ce soit.
- 1.7 L'Acheteur principal reconnaît que l'Adjudicataire peut de temps à autre dépendre de l'Acheteur principal afin de faciliter la tâche de l'Adjudicataire dans l'exécution des Services de R&D en vertu du présent Accord-cadre. L'Acheteur principal convient de mettre raisonnablement tout en œuvre pour faciliter la tâche de l'Adjudicataire dans le délai prévu pour le Projet, conformément à la clause 12.
- 1.8 L'Adjudicataire respectera toutes les obligations applicables conformément à la réglementation des Communautés européennes (maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises), au Règlement 2003 et Directive du Conseil 2001/23/CE (ensemble, les « Réglementations TUPE ») et l'incapacité à les respecter constituera une violation sérieuse du présent Accord. L'Adjudicataire indemniserà, garantira et protégera l'Acheteur principal de toute réclamation, perte ou frais résultant de son échec ou incapacité à remplir les obligations qui lui incombent en vertu desdites Réglementations TUPE.

2 COMPTABILITÉ ET PAIEMENT

- 2.1 Conformément aux Conditions générales du présent Accord-cadre, l'Acheteur principal paiera à l'Adjudicataire le Prix de la Phase 1 et, le cas échéant, le Prix de la Phase 2 et de la Phase 3, pour autant que l'Acheteur principal attribue les Contrats spécifiques pour les Phases 2 et 3 ou l'une des deux à l'Adjudicataire, ce Prix inclura la contrepartie totale et unique pour :
- 2.1.1 le développement du Projet ; et
- 2.1.2 toute licence sur ou, selon le cas, la cession de Droits de propriété intellectuelle et de Secrets de fabrication à chaque Membre du GA conformément à la clause 7.4 ou (ii) la cession de Résultats (y compris des prototypes et systèmes pilotes) à chaque Membre du GA.
- 2.2 Les Parties reconnaissent expressément que chaque Membre du GA possède les droits sur les Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication et sur les Résultats en qualité de tierce partie bénéficiaire, conformément aux Conditions générales des clauses 7.4 et 75 ci-après.
- 2.3 Le paiement des services fournis par l'Adjudicataire pour chaque Phase sera effectué conformément aux dispositions suivantes :
- (i) L'échéancier de la Phase 1 sera :
- 100 % du Prix proposé par l'Adjudicataire sera payé sur le compte bancaire fourni par l'Adjudicataire dans les 30 jours à compter de la date de la réception par l'Acheteur principal d'une facture correcte et approuvée, après déclaration par l'Acheteur principal de la réalisation satisfaisante de la Phase 1,
- (ii) L'échéancier de la Phase 2 sera :
- 40 % du Prix proposé par l'Adjudicataire sera payé sur le compte bancaire fourni par l'Adjudicataire dans les 30 jours à compter de la date de la réception par l'Acheteur principal d'une facture correcte et approuvée, après la Date d'entrée en vigueur de la Phase 2,
 - 60 % du Prix proposé par l'Adjudicataire sera payé sur le compte bancaire fourni par l'Adjudicataire dans les 30 jours à compter de la date de la réception par l'Acheteur principal d'une facture correcte

et approuvée, après la date à laquelle l'Acheteur principal déclare la réalisation de la Phase 2 satisfaisante,

(iii) L'échéancier de la Phase 3 sera :

- 40 % du Prix proposé par l'Adjudicataire sera payé sur le compte bancaire fourni par l'Adjudicataire dans les 30 jours à compter de la date de la réception par l'Acheteur principal d'une facture correcte et approuvée, après la Date d'entrée en vigueur de la Phase 3,
- 37 % du Prix proposé par l'Adjudicataire sera payé sur le compte bancaire fourni par l'Adjudicataire dans les 30 jours à compter de la date de la réception par l'Acheteur principal d'une facture correcte et approuvée, après la date à laquelle l'Acheteur principal déclare la réalisation de la Phase 3 satisfaisante,
- 23 % du Prix proposé par l'Adjudicataire sera payé sur le compte bancaire fourni par l'Adjudicataire dans les 30 jours à compter de la date de la réception par l'Acheteur principal d'une facture correcte et approuvée, après la date à laquelle la Commission européenne autorise officiellement le paiement final de la subvention, dont la notification sera communiquée sans délai à l'Adjudicataire par l'Acheteur principal.

- 2.4 L'Adjudicataire accepte, à la première demande de l'Acheteur principal, de fournir à ce dernier des informations complètes, pertinentes et claires, ainsi que des preuves documentaires de l'affectation des sommes payées par l'Acheteur principal.
- 2.5 Les paiements à des Tierces parties employées ou engagées par l'Adjudicataire, le cas échéant, demeurent la responsabilité de l'Adjudicataire qui veillera à ce que ces paiements soient effectués rapidement et garantira l'Acheteur principal de toute réclamation de ces Tierces parties.
- 2.6 Pendant la Période du Projet, les paiements seront effectués par l'Acheteur principal, conformément aux factures émises par l'Adjudicataire ; l'Acheteur principal peut suspendre ces paiements à tout moment s'il estime, agissant raisonnablement, que l'Adjudicataire n'a pas fait avancer le Projet de manière satisfaisante ou si les rapports n'ont pas été fournis comme demandé.
- 2.7 L'Acheteur principal peut demander, à tout moment et au cours de chaque Phase à laquelle l'Adjudicataire participe, que ce dernier lui apporte la preuve qu'il a utilisé les montants payés exclusivement en relation avec le Projet.
- 2.8 Sans préjudice de la clause 25 ci-après, les Parties conviennent expressément que l'Adjudicataire n'apportera aucune modification à sa contribution au Projet, ou au montant convenu en vertu de l'Accord-cadre, sans l'accord préalable écrit de l'Acheteur principal.
- 2.9 Conformément aux obligations de confidentialité exposées à la clause 8, l'Adjudicataire accorde à l'Acheteur principal, agissant le cas échéant par le biais d'agents autorisés à cette fin, et à tous commissaires aux comptes ou auditeurs légaux de l'Acheteur principal, le droit d'accéder aux documents financiers pertinents (et de les copier si cela s'avère nécessaire) pendant les heures de travail normales.
- 2.10 L'Adjudicataire fournira à l'Acheteur principal, à tout moment pendant la durée de l'Accord-cadre et pendant une période de six (6) années après sa résiliation ou son expiration pour quelque raison que ce soit, les informations nécessaires pour que l'Acheteur principal puisse respecter ses obligations de fournir des informations à des fins parlementaires nationales ou supranationales, gouvernementales, réglementaires, judiciaires ou autres fins administratives et/ou mener un audit du respect du présent Accord-cadre par l'Adjudicataire. Cet audit inclura toutes les activités et réalisations, la sécurité et l'intégrité, conformément à la réglementation en vigueur.

- 2.11 Si un paiement indu a été fait à l'Adjudicataire pour une raison quelconque, son montant sera remboursé ou pris en compte lors de l'évaluation des paiements ultérieurs, à la seule discrétion de l'Acheteur principal.
- 2.12 L'Adjudicataire tiendra et conservera, conformément à la section 2.10 ci-dessus et pendant la durée qui y est précisée, des registres complets et précis du Projet, notamment :
- (i) toute la documentation du Projet ;
 - (ii) tous les documents comptables et factures payés par l'Acheteur principal.
- 2.13 Si l'Adjudicataire conclut un Contrat de sous-traitance pour l'une des Phases du Projet, il est tenu d'y inclure une condition exigeant le paiement au Sous-traitant par l'adjudicataire des sommes non contestées dans une période précisée n'excédant pas 30 jours civils à compter de la réception d'une facture valable.
- 2.14 Lorsqu'un montant quelconque est recouvrable auprès de l'Adjudicataire ou payable à ce dernier en vertu de l'Accord-cadre (notamment tout montant dont l'Adjudicataire est redevable à l'égard de l'Acheteur principal concernant une violation de l'Accord-cadre), l'Acheteur principal peut déduire unilatéralement ce montant de toute somme due à ce moment à l'Adjudicataire ou qui le sera ultérieurement en vertu de l'Accord-cadre ou de tout autre accord ou contrat conclu avec l'Acheteur principal dans le cadre du Projet.
- 2.15 L'Adjudicataire effectuera tout paiement dû à l'Acheteur principal, sans déduction par voie de compensation, créance à compenser, escompte, réduction ou d'une autre façon, sauf si l'Adjudicataire dispose d'une décision judiciaire définitive et exécutoire exigeant le paiement à l'Adjudicataire par l'Acheteur principal d'un montant égal à cette déduction.

3. ÉVALUATION DE L'EXÉCUTION DES PHASES ET ATTRIBUTION DE LA PHASE SUIVANTE

3.1. ÉVALUATION DE LA PHASE 1 ET ATTRIBUTION DU CONTRAT POUR LA PHASE 2

- 3.1.1 À la date de réalisation de la Phase 1, l'Adjudicataire soumettra à l'Acheteur principal un Rapport de fin de phase concernant cette Phase, ainsi que les livrables visés dans le Contrat de la Phase 1 qui seront examinés et évalués par le Comité de validation technique (le « CVT ») afin de déterminer si l'Adjudicataire a répondu adéquatement aux Objectifs de BroadWay. Cette évaluation sera menée pendant la période de quatre (4) semaines suivant le délai de remise des Rapports de fin de Phase. Tous les Adjudicataires évalués comme ayant réalisé la Phase 1 de façon « satisfaisante » recevront un paiement dans la lignée de la clause 2 ci-dessus. La réalisation « satisfaisante » sera évaluée conformément à la section 8.4 du TD1-RFT.
- 3.1.2 Moins d'une semaine après la notification des résultats des Rapports de fin de phase, l'Acheteur principal lancera une mise en concurrence réduite aux Adjudicataires qui ont terminé la Phase 1 « avec succès » en vue de la fourniture de Services de R&D dans le cadre de la Phase 2. Ladite mise en concurrence réduite énoncera les Critères d'attribution du Contrat spécifique de la Phase 2. Les Adjudicataires sélectionnés devront soumettre leur Proposition au plus tard quatre (4) semaines après l'émission de la mise en concurrence réduite.
- 3.1.3 L'Acheteur principal fera part de sa décision quant à l'attribution du Contrat spécifique de la Phase 2 au plus tard quatre (4) semaines après le délai de soumission des Propositions conformément à la mise en concurrence réduite. Les Contrats spécifiques de la Phase 2 seront attribués uniquement si le CVT a déterminé que les Adjudicataires ont démontré l'adéquation de la réponse des Adjudicataires aux Objectifs de BroadWay au moyen des Critères d'attribution de la Phase 2. Un maximum de trois (3) Adjudicataires parmi ceux ayant bénéficié d'un Accord-cadre pour le Projet seront sélectionnés pour les Contrats spécifiques de la Phase 2 (TD4).

- 3.1.4 Si l'Adjudicataire bénéficie d'un Contrat spécifique pour la Phase 2, l'Accord-cadre sera maintenu pendant la durée de la Phase 2 et un Contrat spécifique distinct sera conclu entre les Parties pour la Phase 2, dans le format défini dans le Contrat spécifique. Si l'Adjudicataire ne bénéficie pas d'un Contrat spécifique pour la Phase 2 l'Accord-cadre expirera automatiquement, sans préjudice des clauses qui lui survivent, au moment de la notification de cette décision par l'Acheteur principal.

3.2 ÉVALUATION DE LA PHASE 2 ET ATTRIBUTION DU CONTRAT POUR LA PHASE 3

- 3.2.1 À la date de réalisation de la Phase 2, l'Adjudicataire soumettra à l'Acheteur principal un Rapport de fin de phase concernant cette Phase, ainsi que les livrables visés dans le Contrat de la Phase 2 qui seront examinés et évalués par le « CVT » afin de déterminer si l'Adjudicataire a répondu adéquatement aux Objectifs de BroadWay. Cette évaluation sera menée pendant la période de quatre (4) semaines suivant le délai de remise des Rapports de fin de Phase. Tous les Adjudicataires évalués comme ayant réalisé la Phase 2 de façon « satisfaisante » recevront un paiement dans la lignée de la clause 2 ci-dessus.
- 3.2.2 Moins d'une semaine après la notification des résultats des Rapports de fin de phase, l'Acheteur principal lancera une mise en concurrence réduite aux Adjudicataires qui ont terminé la Phase 2 « avec succès » en vue de la fourniture de Services de R&D dans le cadre de la Phase 3. Ladite mise en concurrence réduite énoncera les Critères d'attribution du Contrat spécifique de la Phase 3. Les Adjudicataires sélectionnés devront soumettre leur Proposition au plus tard quatre (4) semaines après l'émission de la mise en concurrence réduite.
- 3.2.3 L'Acheteur principal fera part de sa décision quant à l'attribution du Contrat spécifique de la Phase 3 au plus tard quatre (4) semaines après le délai de soumission des Propositions conformément à la mise en concurrence réduite. Les Contrats spécifiques de la Phase 3 seront uniquement attribués si le CVT a déterminé l'adéquation de la réponse des Adjudicataires aux Objectifs de BroadWay au moyen des Critères d'attribution de la Phase 3. Un maximum de deux (2) Adjudicataires parmi ceux ayant bénéficié d'un Accord-cadre pour le Projet seront sélectionnés pour les Contrats spécifiques de la Phase 3 (TD4).
- 3.2.4 Si l'Adjudicataire bénéficie d'un Contrat spécifique pour la Phase 3, l'Accord-cadre sera maintenu pendant la durée de la Phase 3 et un Contrat spécifique distinct sera conclu entre les Parties pour la Phase 3, dans le format défini dans le Contrat spécifique. Si l'Adjudicataire ne bénéficie pas d'un Contrat spécifique pour la Phase 3 l'Accord expirera automatiquement, sans préjudice des clauses qui lui survivent, au moment de la notification de cette décision par l'Acheteur principal.

3.3 DISPOSITIONS APPLICABLES À PLUSIEURS PHASES

- 3.3.1. Dans le présent Accord-cadre, la « réalisation avec succès » d'une Phase sera évaluée par le CVT au regard du Rapport de fin de phase (notamment tous les livrables), suivant un mécanisme de cotation objectif.
- 3.3.2. L'attribution de Contrats de Phase pour les Phases 2 et 3 sera communiquée par écrit par l'Acheteur principal à l'Adjudicataire. La non-attribution pour les Phases 2 et 3 sera communiquée par écrit à l'Adjudicataire non sélectionné. Un Délai d'attente de **cinq (5) jours ouvrables** sera accordé après la notification d'une décision quelconque concernant l'attribution de l'Accord-cadre (y compris la Phase 1), ainsi que l'attribution des Phases 2 et 3, durant lequel les Soumissionnaires non sélectionnés peuvent intenter une action en extrême urgence devant le Conseil d'État pour obtenir la suspension de la procédure d'attribution du contrat et/ou une demande en annulation devant le Conseil d'État.
- 3.3.3. Ni la Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la Directive 2004/18/CE, ni la Directive du Conseil du 21 décembre 1989 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des

procédures de recours en matière de passation des marchés publics de fournitures et de travaux ne s'appliquent.

- 3.3.4. L'Acheteur principal se réserve le droit de ne pas attribuer de Contrats au terme de la procédure d'appel d'offres des Phases 2 et 3. L'Acheteur principal peut également décider, après avoir décidé d'une attribution, de ne pas signer le Contrat spécifique des Phases 2 et 3, par exemple (mais pas uniquement) si un litige a vu le jour pendant le Délai d'attente. L'Acheteur principal n'est pas responsable des frais ou pertes que les Soumissionnaires pourraient avoir subis durant la préparation de leur Proposition.

4 PERSONNEL CLÉ

- 4.1 L'Adjudicataire s'engage à s'assurer que tous les membres du Personnel clé affectés par ses soins à la fourniture des Services de R&D pendant la Période du Projet soient mentionnés dans sa Proposition et il reconnaît en être responsable. Cette disposition inclut l'exigence relative au personnel clé visé à la section 5.4 C du TD1-RFT, selon laquelle 100 % du personnel clé sera établi dans des États membres ou dans des pays associés à l'initiative H2020. L'Adjudicataire reconnaît que le Personnel clé est essentiel à la fourniture correcte des Services de R&D à l'Acheteur principal. Si pour une raison quelconque, un membre du Personnel clé affecté par l'Adjudicataire à la fourniture des Services de R&D en vertu du présent Accord-cadre devient indisponible pour fournir les Services de R&D, l'Adjudicataire reconnaît et s'engage à informer immédiatement et par écrit l'Acheteur principal de l'incapacité d'un membre du Personnel clé et à remplacer cette personne par une autre personne disposant d'une expérience et d'une expertise équivalentes (« Personnel de remplacement »). L'Adjudicataire fournira par écrit à l'Acheteur principal les détails et documents DUME relatifs au Personnel de remplacement, conformément à la section 5.1 du RFT (TD1). L'Adjudicataire agira à sa pleine et entière discrétion concernant l'adéquation de tout Personnel de remplacement proposé.

5 GARANTIES ET SÛRETÉS

- 5.1 L'Adjudicataire reconnaît, garantit, déclare et s'assure :
1. qu'il dispose des pouvoirs et de la capacité, ainsi que des licences, permis et consentements nécessaires pour conclure et exécuter le présent Accord-cadre ;
 2. que le présent Accord-cadre sera exécuté par un représentant valablement autorisé de l'Adjudicataire (Adjudicataire principal) ;
 3. qu'aucune action, procédure ou aucun procès n'est pendant ou qu'à sa connaissance, l'Adjudicataire n'est pas menacé ou affecté par une procédure devant une cour, un organisme administratif ou un tribunal susceptible d'affecter sa capacité à respecter et exécuter les obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord-cadre ;
 4. que le Projet sera réalisé par du Personnel clé disposant de l'expérience, des qualifications et de la formation appropriées, avec la compétence, le soin et la diligence qui s'imposent ;
 5. qu'il s'acquittera des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord-cadre avec la compétence, le soin et la diligence qui s'imposent, y compris mais sans s'y limiter, les bonnes pratiques en usage dans l'industrie et (sans limitation de la généralité de ce qui précède) dans le respect des procédures internes qu'il a lui-même mises en place ;
 6. qu'il affectera (pour chaque Phase pour laquelle il bénéficie d'un Contrat spécifique) la totalité des sommes payées par l'Acheteur principal au Projet ;
 7. que les Services de R&D, les Résultats et les Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication, ainsi que l'utilisation par l'Acheteur principal ou un Membre du GA des Résultats et des Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication ou des Connaissances préexistantes de l'Adjudicataire (notamment les Connaissances préexistantes de Tierces parties), conformément à la clause 7 n'enfreignent aucun Droit de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication d'une Tierce partie.
- 5.2 L'Adjudicataire indemniserà l'Acheteur principal (ainsi que chaque Membre du GA), ses employés, dirigeants, administrateurs et agents contre les responsabilités, réclamations, actions, procès ou procédures quelconques concernant :

1. un dommage quelconque aux biens, y compris toute violation des Droits de propriété intellectuelle ou des Secrets de fabrication d'une Tierce partie ;
 2. un dommage corporel, y compris des blessures provoquant le décès ; découlant de la fourniture des Services de R&D, durant leur fourniture ou en relation avec cette dernière, sauf dans la mesure où ces dommages ou blessures sont la conséquence d'un acte ou d'une négligence quelconque de l'Acheteur principal.
- 5.3 L'Adjudicataire informera rapidement et par écrit l'Acheteur principal de l'existence de ces responsabilités, réclamations, actions, procès ou procédures et plus particulièrement de toute action intentée à l'encontre de l'Adjudicataire pour violation effective ou prétendue des Droits de propriété intellectuelle et des Secrets de fabrication susceptible d'affecter le Projet, dans les dix (10) jours civils suivant la réception de la notification d'une plainte, réclamation ou blessure faisant naître un droit d'indemnisation tel que visé à la clause 7.3.2.
- 5.4 L'Adjudicataire souscrira et maintiendra auprès d'une compagnie d'assurance reconnue une ou plusieurs polices d'assurance offrant un niveau de couverture adéquat concernant tous les risques qui pourraient être encourus par l'Adjudicataire et découlant de l'exécution de l'Accord-cadre par l'Adjudicataire. L'Adjudicataire veillera à ce que ses Sous-traitants impliqués dans des activités relevant de l'Accord-cadre en fassent autant. Cette assurance sera maintenue pendant la durée de l'Accord-cadre et pendant une période minimale de quatre (4) années au terme de celui-ci.
- 5.5 L'Adjudicataire souscrira une assurance couvrant la responsabilité de l'employeur pour le personnel affecté au Projet, conformément à toute exigence légale en vigueur à ce moment.
- 5.6 L'Adjudicataire fournira à l'Acheteur principal, à la demande de ce dernier, des copies de toutes les polices d'assurance relatives au Projet ou autre preuve confirmant l'existence et l'ampleur de la couverture de ces polices, ainsi que des reçus ou autres preuves de paiement des dernières primes dues en vertu de ces polices.
- 5.7 Les termes de toute assurance ou le montant de la couverture ne dégagent pas l'Adjudicataire de toutes responsabilités en vertu de l'Accord-cadre. L'Adjudicataire sera responsable de fixer le montant adéquat de la couverture d'assurance pour lui permettre de satisfaire à toute responsabilité mentionnée dans la présente clause.
- 5.8 L'Adjudicataire s'engage à informer immédiatement l'Acheteur principal de toute modification significative de son statut pour ce qui est des garanties, reconnaissances, déclarations et engagements tels que définis dans la présente clause et à respecter toutes les indications raisonnables de l'Acheteur principal en la matière, pouvant éventuellement inclure la résiliation du présent Accord-cadre.

6 RESPONSABILITÉ

- 6.1 Les obligations d'indemnisation de l'Adjudicataire en vertu de la présente clause ne portent en rien préjudice à tous autres droits et recours dont l'Acheteur principal dispose, y compris le droit de résilier l'Accord-cadre ou un Contrat spécifique quelconque.
- 6.2 Si l'Adjudicataire ne délivre pas les Résultats ou autres livrables conformément à l'Accord-cadre et ses Pièces, l'Acheteur principal donnera l'opportunité à l'Adjudicataire de remédier à cette situation dans une période appropriée. Si l'Acheteur principal n'est toujours pas satisfait au terme de cette période de remède, il peut (à sa discrétion) :
- a) suspendre les paiements jusqu'à la livraison satisfaisante ;
 - b) annuler les paiements ;

- c) exclure l'Adjudicataire de toutes les Phases ultérieures au motif qu'il n'a pas réalisé la Phase en cours avec succès ; et/ou
 - d) résilier l'Accord-cadre et/ou tout Contrat spécifique (voir ci-dessous).
- 6.3 L'acceptation par l'Acheteur principal d'un livrable ou des Résultats ne limite pas la responsabilité de l'Adjudicataire si ce livrable ou Résultat devait s'avérer par la suite non conforme aux exigences contenues dans l'Accord-cadre, ni de toute perte ou tout dommage qui pourrait en découler.
- 6.4 À l'exception des cas de violation des Lois applicables, d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle dans son chef, l'Acheteur principal ne peut être tenu responsable à l'égard de l'Adjudicataire de la perte de l'Accord-cadre, d'un manque à gagner, d'une perte de clientèle ou de réputation ou de tout autre perte ou dommage indirects ou consécutifs.
- 6.5 La responsabilité totale de l'Acheteur principal (et du Groupe d'acheteurs) concernant l'Accord-cadre se limitera à la valeur totale du Contrat spécifique en application duquel l'acte ou l'omission ayant donné lieu à la responsabilité s'est produit.

7 DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

7.1 Propriété : généralités

- 7.1.1 Les risques et bénéfices liés aux Droits de propriété intellectuelle et aux Secrets de fabrication seront partagés entre les Adjudicataires et le Groupe d'acheteurs, suivant les conditions du marché et les principes des Traités de l'Union européenne (libre circulation des biens, libre circulation des travailleurs, libre prestation de services, liberté d'établissement et libre circulation des capitaux, ainsi que les principes qui en découlent, par exemple les principes de non-discrimination, de transparence et d'égalité de traitement) et conformément aux dispositions du présent Accord-cadre.
- 7.1.2 Conformément aux principes établis par la Commission européenne dans la Communication sur les Achats avant commercialisation, en vertu de laquelle « dans les achats avant commercialisation, le pouvoir adjudicataire ne part pas du principe que tous les résultats et bénéfices des Services de R&D fournis dans le contrat lui sont exclusivement réservés, pour qu'il les utilise dans la conduite de ses affaires, mais il les partage avec d'autres » la réglementation des Droits de propriété intellectuelle et des Secrets de fabrication générés dans le cadre du présent Projet sont les suivants :

7.2 Propriété des connaissances préexistantes et des Résultats

- 7.2.1 Dans le cadre du présent PCP, toutes les **Connaissances préexistantes** demeureront la propriété de la Partie qui les fournit (ou le cas échéant, la Tierce partie auprès de laquelle les droits d'utilisation ont été acquis).
- 7.2.2 Lors de la proposition de l'offre, l'Adjudicataire fournira à l'Acheteur principal une liste écrite complète de ses Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication relatifs aux **Connaissances préexistantes**, y compris mais sans s'y limiter, une liste des logiciels (précisant quel logiciel est fermé), du matériel, des services et des moyens nécessaires au fonctionnement du prototype et des systèmes pilotes qui seront développés dans le cadre du PCP, ainsi qu'une liste des obligations ou des charges préalables qui s'y rapportent. Les Adjudicataires préciseront l'État d'origine et de propriété de chaque composant. L'Adjudicataire mettra régulièrement cette liste à jour, y compris lors de chaque modification de la notification qui sera faite par les Adjudicataires tels que mentionnés dans les clauses 7.3.1 et 7.3.2, au moins dans les 30 jours suivant le début de chaque Phase et la réalisation de chaque Phase.

- 7.2.3 Conformément aux conditions générales du présent Accord-cadre, les **Résultats** seront la propriété exclusive de l'Adjudicataire. Le Groupe d'acheteurs s'est réservé le droit d'accéder aux Résultats et de les utiliser conformément aux clauses 7.4 et 7.5 ci-dessous.
- 7.2.4 Par contraste, tous les prototypes ou systèmes pilotes développés dans le contexte du PCP appartiendront conjointement au Groupe d'acheteurs et resteront sa propriété au terme du PCP. Les Droits de propriété intellectuelle sur ces prototypes ou systèmes pilotes demeureront la propriété de l'Adjudicataire. Le Groupe d'acheteurs s'est réservé le droit d'accéder aux Résultats et de les utiliser conformément aux clauses 7.4 et 7.5 ci-dessous.
- 7.2.5 L'Adjudicataire peut attribuer ses droits sur les Résultats ou accorder une licence non exclusive à une Tierce partie, pour autant qu'un préavis de nonante (90) jours au moins soit donné à l'Acheteur principal et que la notification inclue des informations suffisantes sur le nouveau propriétaire pour permettre aux Membres du GA d'évaluer les effets sur leurs droits d'accès. Tout Membre du GA peut s'opposer à ce transfert dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la notification, s'il peut démontrer que le transfert affecterait négativement ses droits d'accès. Si une objection est émise, le transfert ne peut avoir lieu tant qu'un accord n'aura pas été trouvé entre les Parties concernées. Le nouveau propriétaire sera engagé par l'Accord-cadre et il devra explicitement s'engager à exécuter toutes les obligations qui incombent à l'Adjudicataire en vertu de l'Accord-cadre (notamment le respect des droits du Groupe d'acheteurs en vertu du présent Accord-cadre) et d'inclure une obligation identique dans toute attribution ultérieure de droits ou de licences.

7.3 Notification et Protection des Résultats

- 7.3.1 L'Adjudicataire informera le Groupe d'acheteurs par le biais de l'Acheteur principal de tous les Résultats au terme de la Phase durant laquelle ils sont générés. Les informations soumises à l'Acheteur principal décriront :

- la nature, le contenu et le fonctionnement des Résultats ;
- tous les Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication relatifs aux Connaissances préexistantes ;

tous les autres Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication personnels ou appartenant à des Tierces parties relatifs aux Résultats, plus particulièrement tous les Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication susceptibles d'affecter les droits de propriété ou d'accès et d'utilisation du Groupe d'acheteurs en vertu du PCP. Ces notifications seront fournies par l'Adjudicataire avec les autorisations nécessaires, gratuitement pour le Groupe d'acheteurs et, si nécessaire, ces derniers seront réinstaurés au titre d'utilisateurs légitimes conformément aux conditions ci-dessous, notamment le cas échéant, la substitution de solutions ou produits équivalents qui n'enfreignent pas les Droits de propriété intellectuelle ou Secrets de fabrication de tierces parties.

- 7.3.2 L'Adjudicataire adoptera toutes les mesures appropriées et nécessaires pour assurer une protection correcte des Droits de propriété intellectuelle et des Secrets de fabrication relatifs aux Résultats. Il sera responsable, à ses frais, de la demande, de l'examen, de l'attribution, du maintien, de la gestion et de la défense de ces Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication et plus particulièrement mais sans limitation, il veillera à ce que :
- les Résultats du PCP soient identifiés, enregistrés et soigneusement séparés des résultats des autres activités de recherche et développement non couvertes par le PCP ;

- préalablement à toute publication relative au PCP, les inventions brevetables et autres droits découlant des Résultats soient identifiés, valablement pris en compte pour être brevetés ou être enregistrés d'une autre façon et, lorsqu'il est raisonnable de le faire, que les demandes en ce sens soient déposées auprès des bureaux pertinents ; et
- toutes ces demandes et autres droits soient diligemment exécutés, poursuivis en justice et maintenus dans toutes les circonstances pertinentes. Si l'Adjudicataire ne souhaite pas exécuter, poursuivre en justice ou maintenir ces Droits de propriété intellectuelle ou Secrets de fabrication, il est tenu d'en informer l'Acheteur principal au moins six (6) mois avant l'expiration ou toute autre perte de droits et effectuer, à la première demande de l'Acheteur principal, toutes les démarches nécessaires pour transférer les Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication en question à l'Acheteur principal.

Si l'Adjudicataire prend connaissance d'un produit ou d'une activité d'une Tierce partie quelconque impliquant ou susceptible d'impliquer une infraction ou autre violation des Droits de propriété intellectuelle et/ou des Secrets de fabrication relatifs aux Résultats ou aux Connaissances préexistantes, l'Adjudicataire informera sans délai l'Acheteur principal de cette infraction ou violation.

Sauf disposition contraire dans le présent Accord-cadre, l'Adjudicataire adoptera toutes les mesures adéquates pour protéger ou défendre les Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication relatifs aux Résultats. L'Adjudicataire dirigera et assumera les frais de ces procédures. L'Acheteur principal devra toutefois :

- disposer d'un droit de monitoring/audit sur la conduite des procédures et l'Adjudicataire accepte de tenir compte des commentaires de l'Acheteur principal sur la conduite des procédures, et
- fournira une assistance raisonnable (non financière) à l'Adjudicataire dans le cadre de toute action ;
- il demandera le transfert des Résultats aux Membres du GA au cas où l'Adjudicataire ne cherche pas à protéger les Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication.

L'Adjudicataire autorisera l'Acheteur principal à contrôler l'activité et l'efficacité des procédures de l'Adjudicataire en matière de gestion des Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication de la façon que le Groupe d'acheteurs estimera raisonnablement nécessaire.

7.4 Droits d'accès

- 7.4.1 Par le présent Accord, l'Adjudicataire accorde sur une base individuelle à chaque Membre du GA, une licence irrévocable, illimitée, mondiale, entièrement payée, libre de droits, non exclusive et le droit d'utiliser les Résultats, y compris les prototypes ou systèmes pilotes et les Connaissances préexistantes pour toutes les utilisations par le Groupe d'acheteurs de BroadWay des Résultats aux fins de constituer, d'utiliser, de gérer et de maintenir un système mobile européen à large bande, interconnectant des systèmes de communications mobiles à large bande interopérables pour la sécurité publique nouveaux et existants pendant et après la résiliation de l'Accord-cadre jusqu'à la date d'expiration du dernier des Droits de propriété intellectuelle respectifs. Quand cette licence couvre un logiciel, elle octroie un droit d'accès immédiat à son code source à jour et à son développement, sa modification, sa transformation ou son adaptation.
- 7.4.2 De plus, à la demande d'un Membre du GA, l'Adjudicataire accordera à ce Membre du GA une licence non exclusive d'utilisation ou d'exploitation des Résultats, y compris les prototypes ou systèmes pilote et les Connaissances préexistantes à **toute finalité** (y compris des finalités commerciales) à des termes et

conditions significativement plus favorables que ceux qui prévalent sur le marché, de manière à refléter le fait que ce Membre GA a partiellement financé la recherche ayant mené aux Résultats.

7.4.3 (...)

7.4.4 Toute cession ou licence sur des droits relevant du présent Accord-cadre en faveur du Groupe d'acheteurs sera réputé avoir été accordé (et être automatiquement acquis, sans le consentement des Adjudicataires) à toute autre entité qui pourrait à l'avenir exécuter les objectifs et fonctions du Groupe d'acheteurs en conséquence d'une fusion, scission ou autre mesure de restructuration affectant le Groupe d'acheteurs.

7.4.5 Les Adjudicataires reconnaissent s'être procuré ou s'engagent à continuer à se procurer, auprès de toute Tierce partie propriétaire de Connaissances préexistantes, tous les droits et licences nécessaires pour que le Groupe d'acheteurs puisse accéder aux Connaissances préexistantes et aux Résultats et les utiliser dans le respect des Conditions du présent Accord-cadre. Les Adjudicataires communiqueront au Groupe d'acheteurs un aperçu de toutes les demandes effectuées par ses soins pour fournir lesdits droits et licences.

7.4.6 L'Adjudicataire indemniserà et garantira le Groupe d'acheteurs de toute réclamation d'une Tierce partie concernant un accès et une utilisation des Connaissances préexistantes et des Résultats par les Membres du GA, conformément aux termes du présent Accord-cadre.

7.5 Exploitation commerciale des Résultats

7.5.1 Conformément à la bonne gestion des Droits de propriété intellectuelle, des Secrets de fabrication et des Conditions générales du présent Accord-cadre, l'Adjudicataire fera tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir la diffusion des Résultats et, lorsqu'ils peuvent être exploités, pour exploiter commercialement les Droits de propriété intellectuelle ainsi que les autres Résultats (même s'ils ne peuvent être protégés par des Droits de propriété intellectuelle) pour générer des revenus par la commercialisation d'une application à des fins commerciales. Ils collaboreront avec d'autres pouvoirs adjudicataires ou autorités publiques présentant un intérêt pour l'utilisation des Résultats du présent PCP, garantissant de la sorte une exploitabilité à l'échelle européenne ou l'expansion de la connaissance des PCP.

7.5.2 Si dans les trois (3) années qui suivent la fin du PCP, l'Adjudicataire n'a pas exploité commercialement certains Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication relatifs aux Résultats par la commercialisation d'une application à des fins commerciales (directement ou par le biais de Sous-traitants ou de détenteurs de licence), et que les circonstances montrent que l'Adjudicataire n'a même pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour le faire, ou si l'Adjudicataire (et/ou tout Adjudicataire ou détenteur de licence) utilise les Droits de propriété intellectuelle ou Secrets de fabrication relatifs aux Résultats au détriment d'un intérêt public, à la demande du Groupe d'acheteurs, l'Adjudicataire cédera l'ensemble de ces Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication relatifs aux Résultats au Groupe d'acheteurs et/ou à la demande de ce dernier, accordera des licences non exclusives à des Tierces parties pour l'exploitation des Résultats dans des conditions équitables et raisonnables (sans droit d'octroyer des sous-licences). À cet égard, le Groupe d'acheteurs peut demander aux Adjudicataires qu'ils lui fournissent des informations afin de confirmer l'exploitation effective et adéquate des Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication sur les Résultats par les Adjudicataires. L'Adjudicataire informera le Groupe d'acheteurs de tous les Résultats adéquats pour l'exploitation dans un délai d'un (1) mois à compter de leur obtention.

- 7.5.3 Si des produits ou services découlant des Résultats font l'objet d'une exploitation commerciale par un Adjudicataire (ou toute entité affiliée, agissant avec l'autorisation ou succédant en qualité de propriétaire des Résultats ou dans leur développement), l'Adjudicataire offrira (ou fera en sorte que soit offert) au Groupe d'acheteurs le meilleur prix qu'il proposerait à une Tierce partie pour ces produits ou services, étant entendu qu'aucun frais supplémentaire ne sera facturé et inclus dans le prix proposé pour une licence de Droits de propriété intellectuelle et de Secrets de fabrication.

8 CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

8.1 Protection des données par l'Adjudicataire

- 8.1.1 L'Adjudicataire conservera la confidentialité des données. Il ne divulguera pas des Données à des Tierces parties sans l'autorisation préalable écrite de l'Acheteur principal et n'utilisera pas les Données à d'autres finalités que l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord-cadre. L'Adjudicataire limitera le cercle des destinataires des Données sur une base « besoin d'en connaître » et il veillera à ce que les destinataires soient conscients des obligations définies dans la présente clause et qu'ils les respectent. L'Adjudicataire continuera à respecter les présentes obligations sans aucune restriction dans le temps, sauf moyennant accord écrit de l'Acheteur principal. L'Adjudicataire aura recours aux meilleures pratiques et à la technologie en usage dans l'industrie, afin de protéger et de conserver la disponibilité et la sécurité des Données.
- 8.1.2 Lorsque l'Acheteur principal ou un membre quelconque du GA a désigné des Données comme étant à caractère personnel, l'Adjudicataire a pour devoir de veiller au respect de la législation applicable, notamment la législation, les directives et les réglementations européennes en matière de protection des données. Pour protéger ces données à caractère personnel, l'Adjudicataire utilisera les mesures de sécurité en usage dans l'industrie, y compris les protocoles de codage standard.
- 8.1.3 L'Adjudicataire informera sans délai l'Acheteur principal de toute violation de la sécurité susceptible d'affecter ou pouvant probablement affecter des Données détenues par l'Adjudicataire en vertu de l'Accord-cadre.

8.2 Confidentialité / Secrets de fabrication

- 8.2.1 L'Acheteur principal s'engage, pour tous les Secrets de fabrication tels que des business plans, fichiers ou trajectoires R&D, listes de clients, etc. qu'il pourrait recevoir de l'Adjudicataire, de les garder secrets et d'en respecter la plus stricte confidentialité et à ne pas divulguer ces Secrets de fabrication à une Tierce partie, sauf :

- lorsque l'Adjudicataire l'autorise expressément par écrit ;
- aux employés, représentants ou conseillers du Groupe d'acheteurs participant activement et directement au PCP ou qui, pour d'autres motifs, doivent avoir connaissance du PCP et des Secrets de fabrication aux fins du PCP ;
- à la Commission européenne si cela s'avère nécessaire pour permettre une vérification de la conformité du présent Accord-cadre et de son exécution au regard des conditions générales de l'Accord de subvention ;
- conformément aux dispositions contenues dans la clause 8.2.3 ci-après.

L'Acheteur principal s'assurera que tous les membres du Groupe d'acheteurs soient tenus par les mêmes obligations de confidentialité à l'égard de l'Adjudicataire.

8.2.2 Les Adjudicataires doivent respecter la confidentialité de toute information obtenue dans le contexte de la procédure d'appel d'offres (y compris des informations confidentielles de l'UE). L'ensemble de la documentation, des données, statistiques, dessins, informations, échantillons ou matériaux divulgués ou fournis aux Soumissionnaires par l'Acheteur principal dans le cours de la présente mise en concurrence :

- (a) sont fournis aux seules fins de répondre au présent PCP ;
- (b) ne peuvent être utilisés, communiqués, reproduits ou publiés à d'autres fins sans l'autorisation préalable écrite de l'Acheteur principal ;
- (c) seront traités par le Soumissionnaire et par toute tierce partie (notamment les Sous-traitants) engagée ou consultée par le Soumissionnaire comme étant confidentielles ; et
- (d) si l'Acheteur principal en fait la demande, ils doivent lui être restitués lors de l'annulation ou de la réalisation du présent PCP.

8.2.3 Les obligations contenues dans la présente clause survivront pendant cinq (5) années à compter de la résiliation du présent Accord.

Rien dans la présente clause n'est réputé empêcher l'Acheteur principal et le Groupe d'acheteurs de divulguer, publier ou utiliser les Résultats d'une autre façon. L'Adjudicataire autorise en outre spécifiquement et expressément l'Acheteur principal et le Groupe d'acheteurs à publier et divulguer les meilleures pratiques relatives à la conduite d'un processus d'achats publics avant commercialisation. De plus, par la soumission de son (ses) offre(s), l'Adjudicataire permet exceptionnellement à l'Acheteur principal et au Groupe d'acheteurs d'autoriser des Tierces parties autorités publiques/autorités contractantes à accéder aux Résultats, également après la clôture du Projet, afin de les former à des achats futurs. L'Acheteur principal avertira préalablement l'Adjudicataire des informations qu'il entend partager avec d'autres autorités contractantes.

9 FORCE MAJEURE

9.1 Un cas de « Force majeure » signifie un événement ou une circonstance ou une combinaison d'événements et/ou de circonstances raisonnablement hors de contrôle de la Partie affectée (telle que définie à la clause 9.2 ci-après) ayant pour effet de retarder la Partie dans l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord-cadre ou de l'en empêcher, y compris mais sans s'y limiter, les cas fortuits, la guerre, l'apparition d'une maladie, l'insurrection, la révolte, des troubles civils, la rébellion, les actes de terrorisme, des réglementations gouvernementales, embargos, explosions, incendies, inondations, tempêtes ou panne d'approvisionnement électrique, ou des équipements ou lignes de télécommunication publics, à l'exclusion d'une action industrielle de quelque nature ou cause que ce soit (grèves, lockouts et similaires) survenant sur les lieux d'activité de l'Adjudicataire (ou du Sous-traitant ou d'un agent).

9.2 Lorsqu'une Partie est dans l'incapacité d'exécuter les obligations qui lui incombent (ou l'une d'entre elles), est interrompue ou retardée dans cette exécution suite à un Cas de force majeure, cette Partie (« la Partie affectée »), en informera sans retard et par écrit l'autre Partie en précisant :

1. la nature du Cas de force majeure,
2. le retard prévu dans l'exécution des obligations,
3. l'action proposée pour minimiser l'impact du Cas de force majeure,

et la Partie affectée ne pourra être tenue responsable ou assumer aucune responsabilité d'aucune sorte pour toute perte ou tout dommage encouru ou subi par l'autre Partie, pour autant toutefois que la Partie affectée fasse tout ce qui est en son pouvoir pour en minimiser l'incidence, et elle reprendra l'exécution

des obligations qui lui incombent dès que cela sera raisonnablement possible après la cessation de l'empêchement.

- 9.3 Lorsqu'une Partie est victime d'un Cas de force majeure, elle est tenue d'en informer immédiatement l'autre Partie par écrit, en indiquant les détails, y compris la durée prévisionnelle du Cas de force majeure. Elle informera immédiatement l'autre Partie par écrit de la cessation du Cas de force majeure.
- 9.4 Lorsque la Partie affectée est l'Adjudicataire, l'Acheteur principal sera dégagé de toute obligation d'effectuer des paiements en vertu du présent Accord-cadre, sauf dans la mesure où ces paiements sont valablement dus et payables pour des obligations effectivement remplies par l'Adjudicataire dans le respect des Conditions générales du présent Accord-cadre.

10 RÉSILIATION

- 10.1 L'Accord-cadre sera automatiquement résilié si l'Adjudicataire ne se voit pas accorder un Contrat spécifique pour la Phase suivante, conformément aux dispositions de la clause 1.3.1.
- 10.2 Outre le droit de résilier l'Accord-cadre et/ou tout Contrat spécifique en vertu de la clause 9, chacune des Parties peut résilier l'Accord-cadre et/ou tout Contrat spécifique conclu en vertu de ce dernier, avec effet immédiat dans les cas de :
- i. négligence grave ou de faute intentionnelle dans le chef de l'autre Partie en relation avec l'Accord-cadre, ou
 - ii. violation quelconque de l'Accord-cadre par l'autre Partie, à laquelle il n'a pas été remédié dans un délai raisonnable mentionné par la Partie qui notifie la violation et nécessitant l'adoption d'une mesure corrective, ou
 - iii. conclusion par l'autre Partie d'un concordat judiciaire ou d'un accord avec ses créanciers, ou sa déclaration de faillite ou d'insolvabilité ou encore la désignation d'un séquestre ou administrateur judiciaire, ou si des circonstances similaires ou analogues à l'un de ces cas se présente, y compris la situation où l'un de ces cas risque de se produire.
- 10.3 L'Acheteur principal peut également résilier tout ou partie de l'Accord-cadre et/ou de tout Contrat spécifique conclu en vertu de celui-ci avec effet immédiat si l'un des cas suivants se produit :
- i. l'Adjudicataire sous-traite l'exécution d'une partie quelconque des obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord-cadre, sans avoir eu pour ce faire l'autorisation de l'Acheteur principal ou s'il échoue à respecter l'une des conditions liées à toute autorisation accordée par l'Acheteur principal, ou
 - ii. l'Adjudicataire enfreint le Droit applicable, ou
 - iii. si l'Acheteur principal est informé par l'Adjudicataire qu'il ne sera pas en mesure de fournir les Services de R&D conformément à l'Accord-cadre ou si la date de la livraison des Services de R&D et/ou si l'un des livrables y afférent n'est pas conforme à l'Accord-cadre et ne laisse pas suffisamment de temps pour exécuter la procédure d'acceptation définie dans le Contrat spécifique pertinent, à condition que la fourniture des Services de R&D perdent de ce fait son intérêt pour l'Acheteur principal, ou
 - iv. si l'Acheteur principal prend connaissance que l'un des motifs d'exclusion s'applique à l'Adjudicataire.
- 10.4 L'Acheteur principal peut résilier l'Accord-cadre et/ou tout Contrat spécifique avec effet immédiat (i) si l'UE résilie l'Accord de subvention ou (ii) si l'UE réduit le financement à un niveau insuffisant pour couvrir le paiement par l'Acheteur principal des sommes dues en vertu du Contrat spécifique applicable.

11 CONSÉQUENCES DE LA RÉSILIATION

- 11.1 Si l'Accord-cadre et/ou un Contrat spécifique est résilié par l'Adjudicataire conformément à la clause 10.2 ou par l'Acheteur principal, conformément à la clause 10.4 ci-dessus, l'Acheteur principal paiera à l'Adjudicataire l'ensemble des frais entièrement et nécessairement engagés par ce dernier dans l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord-cadre, préalablement à la date à laquelle la résiliation sort ses effets. Le montant total de ce paiement sera limité au montant mis à disposition par l'UE et il n'excédera en aucun cas le montant impayé à la date de la résiliation telle que précisée dans le Contrat spécifique applicable.
- 11.2 Si l'Accord-cadre et/ou un Contrat spécifique est résilié par l'Acheteur principal conformément à la clause 10.2 ou 10.3 ci-dessus, l'Adjudicataire compensera l'Acheteur principal pour tous les frais entièrement et nécessairement engagés par ce dernier en conséquence de cette résiliation. Ces frais engloberont les frais supplémentaires liés à l'exécution d'une obligation contractuelle par une tierce partie au choix de l'Acheteur principal.
- 11.3 Conformément toujours à la clause 6 ci-dessus, la responsabilité définie dans la présente clause ne portera en rien préjudice à toute autre responsabilité pouvant découler de l'Accord-cadre, qui sera calculé indépendamment.
- 11.4 Si l'Acheteur principal en fait la demande, après l'expiration ou la résiliation de l'Accord-cadre pour quelque raison que ce soit, l'Adjudicataire supprimera rapidement toute donnée appartenant à l'Acheteur principal ou à d'autres Membres du groupe d'acheteurs qu'il détient en relation avec les Services de R&D.

12 MONITORING ET REPORTING

- 12.1 Durant chaque Phase, la mise en œuvre des Services de R&D par l'Adjudicataire sera contrôlée périodiquement et examinée au regard des livrables prévus pour la Phase concernée.
- 12.2 L'Adjudicataire accepte de prendre contact avec l'Acheteur principal, comme indiqué dans la présente clause, et d'informer ce dernier de toute question susceptible d'affecter le respect et l'exécution des obligations qui incombent à l'Adjudicataire en vertu du présent Accord.
- 12.3 L'état d'avancement du Projet sera examiné périodiquement au regard des objectifs et des livrables de chaque Phase du Contrat. L'Acheteur principal constituera à cet effet une équipe de contrôle. Le contrôle sera effectué soit en personne, soit en ligne et il sera convenu mutuellement entre l'Adjudicataire et l'équipe de monitoring. Les réunions sont provisoirement programmées tous les deux (2) mois (pour toutes les Phases) après le début de la Date d'entrée en vigueur du PCP (où, pour éviter toute confusion, le mois 1 commence à la signature de l'Accord-cadre).
- 12.4 Ces réunions ne modifieront en aucune façon les obligations contractuelles de l'Adjudicataire. Toutefois, eu égard aux informations rassemblées dans ce contexte, l'Acheteur principal peut conclure que les conditions lui permettant de résilier l'Accord-cadre s'appliquent.
- 12.5 Lors de ces réunions bimensuelles, l'Adjudicataire présentera à l'équipe de monitoring les Résultats obtenus pendant la période précédente pour tous les objectifs et, si nécessaire, il fournira une mise à jour du plan de travail.
- 12.6 Ce rapport sous une forme abrégée sera annexé à la Pièce 10 du RFT (TD1) Reporting bimensuel et pour le reste, il sera conforme aux informations émises par l'Acheteur principal modifiées de temps à autre.

- 12.7 L'Adjudicataire autorisera l'examen de ses équipements, procédures et documentations par l'Acheteur principal ou ses auditeurs afin qu'il puisse s'assurer de la conformité au droit applicable et aux termes du présent Contrat-cadre.
- 12.8 L'Adjudicataire conservera et entretiendra tous les actifs nécessaires pour garantir la conformité permanente à la législation susceptible de s'appliquer de temps à autre.

13 SOUS-TRAITANCE

13.1 Sous-traitance générale

- 13.1.1 La Sous-traitance est autorisée pendant chaque Phase, dans le respect des contraintes et conditions définies dans les sections 2.9 et 2.10 du RFT (TD1).
- 13.1.2 L'Adjudicataire s'assurera que le Contrat de sous-traitance impose au Sous-traitant des obligations au moins égales à celles qui sont contenues dans l'Accord-cadre.
- 13.1.3 Nonobstant l'attribution d'un Contrat de sous-traitance, l'Adjudicataire demeure responsable à l'égard de l'Acheteur principal de l'exécution et du respect de l'ensemble des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord-cadre et des conséquences de tous actes de négligence des sous-traitants en relation avec le présent Accord-cadre.
- 13.1.4 Tout le personnel des sous-traitants fournissant des services en relation avec le présent Accord-cadre sera lié par les mêmes conditions générales de service que celles qui s'appliquent au personnel de l'Adjudicataire.
- 13.1.5 L'Adjudicataire s'assurera que le recrutement ou l'emploi de personnel pour la fourniture des services en relation avec le Projet soit régi, pour ce qui est des Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication, par des dispositions compatibles avec les Termes du présent Accord-cadre.
- 13.1.6 L'Adjudicataire s'assurera que toutes les personnes employées par l'Adjudicataire ou ayant conclu un contrat de services avec ce dernier en relation avec le présent Accord-cadre respecte les règles, réglementations, directives et instructions de l'Acheteur principal concernant le présent Projet.

13.2 Sous-traitance pour les objectifs spécifiques du PCP

- 13.1 Dans la lignée des sections 2.10 et 5.3(4) du RFT (TD1) et de la description des services de R&D du TD2-PCP Challenge, les Adjudicataires engageront des Sous-traitants afin de réaliser les objectifs suivants dans toutes les Phases du Projet de façon impartiale et indépendante ;
- 1) test et validation, y compris une garantie de la sécurité ;
 - 2) Aide à l'Évaluation des praticiens.
- 13.2. Les Adjudicataires s'assureront que la Déclaration d'impartialité et d'indépendance soumise dans le cadre de la section 5.3(4) du RFT (TD1) soit mise à jour pour chaque Phase et soumise à l'Acheteur principal.

14 CESSION

L'Adjudicataire ne cédera aucune partie des obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord-cadre sans avoir obtenu pour ce faire l'autorisation écrite de l'Acheteur principal. Cette autorisation peut être assortie de conditions.

15 GLOBALITÉ DE L'ACCORD

L'Accord-cadre représente la totalité de l'accord conclu entre les Parties concernant son objet. Chaque Partie reconnaît ne pas avoir conclu le présent Accord-cadre sur la base de garanties, déclarations, affirmations, accords ou engagements autres que ceux qui sont expressément exposés dans le présent Accord-cadre. Chaque Partie renonce à toute réclamation pour violation du présent Accord-cadre ou à tout droit de résilier le présent Accord-cadre du fait de déclarations qui ne forment pas une disposition expresse du présent Accord-cadre. La présente clause n'exclut toutefois aucune responsabilité que l'une des Parties peut avoir à l'égard de l'autre (ou tout droit qu'une Partie peut avoir de résilier le présent Accord-cadre) concernant une déclaration frauduleuse ou une dissimulation frauduleuse préalablement à l'exécution du présent Accord-cadre.

16 DISSOCIABILITÉ

Si l'un des termes ou l'une des dispositions du présent Accord-cadre s'avérait illégal ou inapplicable pour quelque raison que ce soit, ce terme ou cette disposition sera réputé être dissocié des autres qui continueront quant à eux de sortir pleinement leurs effets.

17 ABANDON

Aucune incapacité ou aucun retard de l'une des Parties à exercer un droit, pouvoir ou recours ne pourra être interprété comme un abandon dudit droit, pouvoir ou recours et leur exercice partiel n'exclut en rien leur exercice ultérieur.

18 OBLIGATIONS ÉMANANT DE L'UE

- 18.1 L'Adjudicataire mènera des activités de communication dans le but de créer de la publicité à propos de sa participation au Projet et de promouvoir les objectifs et les résultats des Services de R&D fournis en vertu de l'Accord-cadre, notamment envers d'autres clients potentiels en dehors du Groupe d'acheteurs dans le but de mener une exploitation commerciale des Résultats.
- 18.2 Toutes les activités de communication seront conformes à la clause 8.
- 18.3 Durant la mise en œuvre de l'Accord-cadre et pendant une période de huit (8) années après la fin du Projet, L'Adjudicataire informera l'Acheteur principal trente (30) jours avant toute publication (écrite ou orale) ou tout autre type de communication (dans tous les médias ou sous toute forme) relative aux Services de R&D ou aux Résultats. Les informations relatives aux activités de communication présumées avoir un impact médiatique majeur seront fournies suffisamment longtemps à l'avance pour permettre à l'Acheteur principal d'informer l'UE. L'Adjudicataire reconnaîtra et acceptera toutes les marques de commerce du Groupe d'acheteurs et/ou d'un Membre du GA comme il convient et il ne les utilisera pas d'une façon susceptible de générer un risque de violation de ces marques de commerce.
- 18.4 Toutes les activités de communication (notamment sous forme électronique et par les biais des médias sociaux) ainsi que les infrastructures, l'équipement et les résultats majeurs financés en vertu de l'Accord-cadre devront porter l'emblème de l'UE et contenir le texte suivant :
 - a) pour les activités de communication : « Ceci fait partie du Projet BroadWay qui a été financé par le programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne » ;
 - b) pour l'infrastructure, l'équipement et les résultats majeurs : « Cette/cet [infrastructure][équipement][insérer le type de résultat] fait partie du Projet BroadWay qui a été financé par le programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne ».

- 18.5 L'Acheteur principal et l'autre peuvent utiliser, à des fins de communication et de publicité, toutes les informations relatives au Projet, les documents (notamment les résumés) et livrables, ainsi que tout autre matériel (par exemple des images ou du matériel audiovisuel) de l'Adjudicataire (y compris au format électronique).
- 18.5 L'Acheteur principal et l'autre peuvent, notamment, publier les noms des adjudicataires participants (y compris l'Adjudicataire et les sous-traitants), ainsi que les résumés de leur projet, les récapitulatifs des principaux résultats des Services de R&D et les leçons tirées pendant le Projet.
- 18.6 Ceci ne modifie en rien les obligations de confidentialité contenues dans la clause 8. Avant de publier ces informations, l'Acheteur principal et l'autre consulteront l'Adjudicataire afin d'éviter de porter préjudice aux intérêts commerciaux légitimes ou de causer une distorsion de concurrence.
- 18.7 L'UE peut utiliser, à des fins de communication et de publicité, des informations concernant le Projet, des documents (notamment les résumés) et des livrables, ainsi que tout autre matériel (par exemple des images ou du matériel audiovisuel) appartenant à l'Adjudicataire (y compris au format électronique), sauf si l'Adjudicataire a identifié ces informations, documents ou autres matériels comme « confidentiels », auquel cas l'Adjudicataire peut demander à l'Acheteur principal qu'il demande à l'UE de ne pas les utiliser.
- 18.8 Le droit de l'UE d'utiliser les matériels, documents et informations de l'Adjudicataire défini à la clause 18.7 inclut :
- a) l'utilisation à ses propres fins (notamment la mise à disposition du personnel qui travaille pour l'UE ou pour les institutions ou les organismes des États membres de l'UE ; et leur copie ou reproduction en tout ou en partie, en quantité illimitée) ;
 - b) la distribution au public (notamment la publication sur papier et au format électronique ou numérique, la publication sur Internet, sous forme de fichier téléchargeable ou non, l'émission par une chaîne quelconque, la diffusion ou la présentation publique, la communication par des services d'information de presse ou l'inclusion dans des bases de données ou indexes largement accessibles) ;
 - c) l'édition ou la reformulation aux fins de communication et de publicité (notamment l'abréviation, la récapitulation, l'insertion d'autres éléments (par exemple des méta données, légendes, autres éléments graphiques, visuels, audio ou texte), le téléchargement de parties (notamment des fichiers audio ou vidéo), la division en parties ou l'utilisation dans une compilation) ;
 - d) la traduction ;
 - e) l'accès en réponse à des demandes individuelles déposées en vertu du Règlement CE N° 1049/2001, sans droit de reproduction ou d'exploitation ;
 - f) le stockage au format papier, électronique ou autre ;
 - g) l'archivage, dans la lignée des règles applicables en matière de gestion des documents, et
 - h) l'autorisation à des tierces parties d'agir pour son compte ou donner en sous-licence les modes d'utilisation définis aux points b), c), d) et f) à des tierces parties si cela s'avère nécessaire à des fins de communication et de publicité.
- 18.9 Si le droit d'utilisation est subordonné à des droits d'une tierce partie (y compris le personnel de l'Adjudicataire), l'Adjudicataire s'assurera d'obtenir l'approbation nécessaire de la tierce partie concernée.

19 LOCALISATION DES SERVICES ET EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

- 19.1 L'Adjudicataire, y compris ses Sous-traitants, fournira au moins 75 % des Services de R&D de chaque Phase dans des États membres de l'UE ou dans des pays associés à l'initiative H2020, et le personnel R&D principal employé par l'Adjudicataire et affecté à chaque Phase doit être situé dans les États membres de l'UE ou les pays associés à l'initiative H2020. Ce pourcentage sera mesuré en termes de prix total de chaque Contrat spécifique attribué aux Services de R&D fournis dans les États membres de l'UE ou les pays associés à l'initiative H2020. Le nombre total d'activités inclura toutes les activités couvertes par chaque Contrat spécifique, y compris celles qui sont exécutées par des sous-traitants. Pour ce qui est du développement des composants de sécurité visés à la section 5.4 C RFT (TD1), 100 % de la valeur totale des activités couvertes pour chaque Phase du PCP sera fournie dans les États membres de l'UE ou les pays associés à l'initiative H2020.
- 19.2 L'Adjudicataire aura, à tout moment pendant et après l'exécution du présent Accord-cadre et de tout Contrat spécifique, son (ses) siège(s) social (sociaux) dans un État membre et il sera sous le contrôle final (i) d'entités dont le siège social est établi dans un État membre et/ou (ii) de personnes physiques ayant la nationalité d'un État membre. Si l'Adjudicataire ne respecte plus ces exigences, il est tenu de le notifier à l'Acheteur principal et à tout autre Adjudicataire (c'est-à-dire les autres entités ayant soumis une offre conjointe ou les autres membres du consortium) et, que cette notification ait eu lieu ou non, le présent Accord-cadre et tout Contrat spécifique pertinent sera résilié conformément aux dispositions de la clause 27.2, avec effet immédiat et sans autre préavis. Si ledit Adjudicataire a tiré des actifs ou des droits de l'exécution du présent Accord-cadre ou de tout Contrat spécifique, et en particulier tous les Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication sur les Résultats, leur propriété ou les bénéfices générés seront réputés être transférés à tous les autres Adjudicataires éventuels, à parts égales ou dans toute autre proportion convenue, avec effet immédiat et sans autre préavis ni contrepartie que les bénéfices déjà tirés par cet Adjudicataire des activités menées en vertu du présent Accord-cadre et de tout Contrat spécifique. En l'absence d'autre Adjudicataire (restant), cette propriété ou ces bénéfices seront transférés à une entité désignée par l'Acheteur principal dans les quinze (15) jours civils à compter de cette désignation, sans autre préavis et moyennant la contrepartie négociée entre cet Adjudicataire et le cessionnaire ou, en l'absence d'accord entre cet Adjudicataire et le cessionnaire, dans les trente (30) jours civils à compter de la nomination, à sa juste valeur du marché, telle que déterminée par l'Acheteur principal, à son entière discrétion.

20 CONFLITS D'INTÉRÊTS

- 20.1 L'Adjudicataire adoptera toutes les mesures nécessaires pour empêcher une situation compromettant la mise en œuvre impartiale et objective de l'Accord-cadre pour des raisons impliquant des intérêts économiques, des affinités politiques ou nationales, la vie familiale ou privée ou tout autre intérêt partagé.
- 20.2 L'Adjudicataire notifiera sans délai à l'Acheteur principal la survenance d'une situation constituant ou susceptible de déboucher sur un conflit d'intérêts (y compris les transferts de propriété) et il adoptera immédiatement toutes les mesures nécessaires afin de remédier à cette situation. L'Acheteur principal peut charger l'Adjudicataire d'adopter des mesures spécifiques visant à remédier à cette situation.

21 ÉTHIQUE ET INTEGRITÉ DE LA RECHERCHE

- 21.1 L'Adjudicataire exécutera les tâches qui lui sont assignées dans l'Accord-cadre dans le respect des principes éthiques (y compris les normes les plus élevées d'intégrité de la recherche).

- 21.2 L'Adjudicataire exécutera les activités prévues par l'Accord-cadre à des fins strictement non militaires.
- 21.3 L'Adjudicataire respectera les normes les plus élevées d'intégrité de la recherche - telles que définies par exemple dans le Code de conduite européen pour l'intégrité de la recherche. Il s'agit notamment de la conformité aux principes fondamentaux suivants :
- a) honnêteté ;
 - b) fiabilité ;
 - c) objectivité ;
 - d) impartialité ;
 - e) communication ouverte ;
 - f) obligation de prudence ;
 - g) équité et
 - h) responsabilité à l'égard des futures générations de scientifiques.

Cela signifie que l'Adjudicataire veillera à ce que les personnes chargées des tâches de recherche :

- a) présentent leurs objectifs et intentions de recherche de façon honnête et transparente ;
 - b) conçoivent soigneusement leur recherche et la mène de façon fiable, en tenant compte de leur impact sur la société ;
 - c) utilisent des techniques et méthodologies (y compris pour la collecte et la gestion des données) adéquates au regard du (des) domaine(s) concerné(s) ;
 - d) fassent preuve de la prudence requise pour les sujets de recherche - qu'il s'agisse d'êtres humains, d'animaux, de l'environnement ou d'objets culturels ;
 - e) garantissent l'objectivité, l'exactitude et l'impartialité lors de la diffusion des résultats ;
 - f) autorisent (autant que possible et en tenant compte de l'intérêt légitime de l'Adjudicataire) l'accès aux données de recherche pour que la recherche puisse être reproduite ;
 - g) fassent les références nécessaires à leur travail et à celui d'autres chercheurs ;
 - h) s'abstiennent de toute forme de plagiat, de falsification ou de fabrication de données ;
 - i) évitent les conflits d'intérêts et les fausses déclarations de légitimation ou autre manquement.
- 21.4 Avant de débiter une activité quelconque soulevant une question éthique, l'Adjudicataire devra remettre à l'Acheteur principal une copie de :
- a) tout avis émanant d'un comité d'éthique sollicité en vertu du Droit applicable, et
 - b) toute notification ou autorisation pour des activités soulevant des questions éthiques requises en vertu du Droit applicable.
- 21.5 L'Acheteur principal respectera les dispositions légales applicables en matière d'égalité des chances que l'Adjudicataire est tenu de respecter. L'Adjudicataire s'engage à ne pratiquer aucune discrimination sur la base du sexe, de la race, du handicap, de l'orientation sexuelle, de l'âge ou de la religion ou à ne pas permettre la violation d'une législation applicable.

22 OBLIGATIONS DE FOURNIR DES INFORMATIONS ET DE TENIR DES REGISTRES

- 22.1 L'Adjudicataire devra fournir, à tout moment pendant la mise en œuvre de l'Accord-cadre, les informations demandées par l'Acheteur principal en relation avec l'Accord-cadre.
- 22.2 L'Adjudicataire conservera, pendant une période pouvant aller jusqu'à cinq (5) années après la fin de l'Accord-cadre, des registres et autres pièces justificatives relatifs à la mise en œuvre de l'Accord-cadre.
- 22.3 Cette obligation inclut des registres et autres pièces justificatives concernant la mise en œuvre scientifique et technique ainsi que le prix facturé et les coûts supportés par l'Adjudicataire. L'Adjudicataire conservera les documents originaux. Si le droit belge l'autorise, les documents numériques et numérisés sont considérés comme des originaux. Si des contrôles, vérifications, audits, enquêtes, litiges ou autre examen

de réclamations (y compris impliquant l'Acheteur principal ou les autres membres du Groupe d'acheteurs), sont en cours, l'Adjudicataire conservera les registres et autres pièces justificatives relatifs à la mise en œuvre de l'Accord-cadre jusqu'à ce que ces procédures prennent fin.

23 CONTRÔLES, VÉRIFICATIONS, AUDITS ET ENQUÊTES DE L'UE

- 23.1 Si l'UE, également représentée par la Cour des comptes européenne ou l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), décide de mener un contrôle, une vérification, un audit ou une enquête, l'Adjudicataire mettra à disposition les informations, registres et autres pièces justificatives relatifs à la mise en œuvre de l'Accord-cadre. Dans le cas d'un contrôle sur place, l'Adjudicataire autorisera l'accès à ses locaux et il s'assurera que les informations demandées soient aisément accessibles.

24 ÉVALUATION D'IMPACT DE L'UE

- 24.1 Si l'UE réalise une évaluation d'impact de sa subvention pour le Groupe d'acheteurs, l'Adjudicataire devra mettre à disposition toutes les informations, les registres et autres pièces justificatives relatifs à la mise en œuvre de l'Accord-cadre.

25 AMENDEMENTS DE L'ACCORD-CADRE ET DES CONTRATS SPÉCIFIQUES

- 25.1 Si à un moment quelconque, une Partie estime qu'une disposition quelconque de l'Accord-cadre ou du (des) Contrat(s) spécifique(s) doit être amendée, elle en informera immédiatement l'autre Partie par écrit, en détaillant l'ampleur et la justification de l'amendement.
- 25.2 La Partie qui reçoit cette demande peut :
- (i) accepter de modifier l'Accord-cadre ou le(s) Contrat(s) spécifique(s), pour autant que cette modification ne soit pas discriminatoire et n'implique pas une modification substantielle de l'Accord-cadre ou du (des) Contrat(s) spécifique(s), de l'ampleur du Projet ou des Résultats, conformément à ce qui est autorisé par la jurisprudence prévalente de la Cour européenne de justice ou une règle impérative ;
 - (ii) refuser la demande et exiger la poursuite du Projet conformément à l'Accord-cadre et au(x) Contrat(s) spécifique(s) initiaux ;
 - (iii) donner un préavis de résiliation conformément aux clauses 10 et 11.

26 PUBLICATION

- 26.1 Durant l'exécution du Projet et pendant une période de cinq (5) années après son expiration (pour la Phase 1, 2 ou 3 selon le cas), toute publication et/ou communication écrite ou orale ou tout autre type de divulgation, indépendamment du support ou de la forme, relatifs aux Services ou aux Résultats (la « Publication ») par l'Adjudicataire devront être notifiés préalablement à l'Acheteur principal.
- 26.2 Une copie de tout projet de Publication de l'Adjudicataire sera soumise à l'Acheteur principal : - pour une Publication écrite, simultanément à la soumission pour publication à l'éditeur ou au moins vingt-huit (28) jours civils avant la date prévue de la publication, selon la première de ces deux dates qui survient ; - pour une communication orale ou tout autre type de divulgation, et vingt (20) jours civils avant la date prévue pour la soumission à l'organisateur d'une réunion scientifique ou de cet autre type de divulgation.
- 26.3 À la demande de l'Acheteur principal, l'Adjudicataire supprimera tout Secret de fabrication avant une divulgation.
- 26.4 Si l'Adjudicataire ne respecte pas les clauses 26.1, 26.2 et 26.3, l'Acheteur principal est en droit de résilier l'Accord-cadre par l'envoi d'un préavis écrit avec effet immédiat.

- 26.5 Conformément aux dispositions de la clause 8, les membres du Groupe d'acheteurs peuvent à tout moment divulguer, publier ou partager d'une autre façon librement avec le public les Résultats et leçons tirées du Projet, moyennant notification écrite préalable à l'Adjudicataire de l'intention de publier ou partager avec le public au plus tard trois (3) mois avant la publication et, le cas échéant, après avoir demandé la protection de tous Droits de propriété intellectuelle et Secrets de fabrication.
- 26.6 Toute Publication résultant des travaux réalisés en vertu du présent Accord-cadre devra faire part du soutien financier des Membres du consortium et du Septième programme-cadre de la Commission européenne (FP7) et elle devra contenir la clause de non-responsabilité que l'Entité contractante pourrait exiger ou, en l'absence d'instruction de l'Acheteur principal, la notice suivante : « *Le présent rapport est financé conjointement par le Septième programme-cadre de la Commission européenne (FP7) et commandé par A.S.T.R.I.D. agissant pour son compte et pour le compte de Narodni agentura pro komunikacni a informacni technologie (République tchèque), Riigi Infokommunikatsiooni Sihtasutus (Estonie), Ministerio del Interior (Espagne), Suomen Virveverkko Oy (Finlande), Ministère de l'Intérieur (France), Kentro Meleton Asfaleias (Grèce), An Garda Siochana (Irlande), Ministero dell'Interno (Italie), The National Police of the Netherlands (Pays-Bas), Serviciul de Telecomunicatii Speciale (Roumanie). Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles du (des) auteur(s) et pas nécessairement celles de l'entité de co-financement et des entités susmentionnées.* ».

27 ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE, SURVIE DE CLAUSES

- 27.1 L'Accord-cadre entrera en vigueur à la date du présent Accord-cadre et il demeurera en vigueur aussi longtemps qu'il est nécessaire pour que ses dispositions sortent leurs effets.
- 27.2 Nonobstant la résiliation de l'Accord-cadre, ses dispositions continueront d'engager les Parties dans la mesure où et aussi longtemps que nécessaire pour que leurs droits et obligations respectifs sortent leurs effets cumulés avant la Résiliation. Les clauses 2, 5, 7, 8, 10, 11, 18, 19.2, et 26 survivront dans tous les cas à l'expiration ou à la Résiliation de l'Accord-cadre.

28 DROIT APPLICABLE ET RÉOLUTION DES LITIGES

- 28.1 Les Conditions générales de l'Accord-cadre seront interprétées conformément à leur sens et effet exact, indépendamment de tout droit national, local ou autre. Pour autant que et dans la mesure où l'Accord-cadre ne le précise pas ou si l'une des dispositions des Conditions générales est ambiguë ou n'est pas claire, dans ces circonstances seulement et uniquement dans le cadre de ces circonstances et pas de l'Accord-cadre dans son ensemble, il sera fait référence au droit belge.
- 28.2 En l'absence de règlement à l'amiable, tout litige qui voit le jour en relation avec l'Accord-cadre sera soumis à la juridiction du Tribunal de première instance de Bruxelles. Nonobstant la soumission d'un litige au Tribunal de première instance de Bruxelles, les Parties continueront d'exécuter les obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord-cadre.

29 COORDINATION ET NOTIFICATIONS

- 29.1 Toutes les communications en vertu de l'Accord-cadre devront se faire par écrit et porter la référence : « **Accord N° (insérer le numéro de l'accord)** »
- 29.2 Pour toutes les questions techniques, commerciales ou contractuelles, l'Acheteur principal sera exclusivement représenté par et toute correspondance de nature technique devra être adressée à :

A.S.T.R.I.D. SA,
Département Administratif et Financier
Boulevard du Régent 54

1000 Bruxelles
Belgique
broadway@astrid.be

Les factures et notes de crédit doivent être envoyées de préférence au format PDF, par e-mail à l'adresse **broadway@astrid.be**

- 29.3 En plus de toutes les formalités légales, les factures ou notes de crédit doivent contenir les informations complémentaires suivantes :

Référence au Contrat spécifique ;

Référence au numéro de bon d'achat de l'Acheteur principal ;

Pour chaque expédition ou service fourni : la date et le lieu de l'expédition/du service ; la description de l'expédition/du service ; la quantité ; le prix unitaire ; le prix total.

- 29.4 La correspondance avec l'Adjudicataire sera adressée à :

[Insérer l'adresse]